



**IDÉES**  
La générosité des milliardaires  
Page B 5



**PHILOSOPHIE**  
Burke, Harper  
et le Québec progressiste  
Page B 6

CAHIER **B**

# PERSPECTIVES

## Horoscope politique

Que réserve l'année 2007 à nos politiciens fédéraux?

ESMERALDA BUZZETTI

**O**ttawa — Que nous réserve l'année 2007? Les présentoirs des supermarchés sont remplis ces jours-ci d'almanachs et d'horoscopes en tout genre prédisant, mois après mois, ce qui nous pend au bout du nez. Qu'il s'agisse d'une «science» exacte ou pas, cette année, *Le Devoir* fait sien cet occulte savoir de prévisionniste pour partager avec ses lecteurs — et avant tout le monde — ce qui guette les politiciens fédéraux et leurs troupes.

**Stéphane Dion, 28 septembre 1955, Balance**

A tout — aspirant — seigneur tout honneur, Stéphane Dion aura accaparé l'attention médiatique de la fin de l'année en devenant, contre toute attente, le nouveau chef du Parti libéral du Canada.

Le début de l'année 2007 appartient à Stéphane Dion, qui a accaparé l'attention médiatique ces derniers temps

**Le début de l'année 2007 appartient à Stéphane Dion, qui a accaparé l'attention médiatique ces derniers temps**

susceptibles de les différencier de leurs adversaires conservateurs. «Une à une, vous monterez les marches du succès, mais rarement vous arriverez sans effort au sommet», prédit Colette Gaudreault dans son *Horoscope 2007*. Elle n'aurait pas pu mieux dire. M. Dion a un défi. Jusqu'à présent, ses attaques contre le gouvernement conservateur — pour ne pas avoir honoré des sommes annoncées par les libéraux juste avant le déclenchement des élections 2005-06 — n'ont pas eu beaucoup d'échos. «J'ai écouté d'une oreille amusée toutes ces questions qui semblent suivre le même raisonnement: "Vous n'avez pas respecté nos promesses"», s'était d'ailleurs moqué Stephen Harper la dernière journée de la session parlementaire.

Pour M. Dion — comme pour tous ses adversaires des autres partis, d'ailleurs —, la plus grande décision qu'il aura à prendre en 2007 consistera à déterminer le moment auquel il sera opportun de renverser le gouvernement conservateur et sur quel enjeu. En effet, des élections cette année semblent quasi inévitables. «Des changements viendront bouleverser votre vie et vous apporteront l'abondance. Restez alerte à saisir les occasions», écrit encore Colette Gaudreault pour le mois de mars 2007.

Mars, mois du budget. M. Dion défera-t-il Harper sur le budget? Il a déjà annoncé qu'il n'était pas prêt à se joindre au Bloc québécois dans l'aventure consistant à présenter une motion de non-confiance dès le retour de la Chambre des communes, fin janvier, sur la mission en Afghanistan. Encore faudra-t-il être assuré qu'il y aura, dans ce second budget conservateur, assez d'initiatives contestables pour alimenter des élections.

Pour M. Dion, il serait mortel de faire campagne au Québec après avoir battu un budget accor-

dant des milliards de dollars à la province aux fins du règlement du déséquilibre fiscal. Il a beau ne pas croire à l'existence d'un tel déséquilibre, l'argent sonnait est toujours le bienvenu au Québec. Les libéraux provinciaux ne le lui pardonneraient pas.

Il lui reste l'environnement. Stéphane Dion a déjà dit maintes fois que s'il prenait le pouvoir tôt en 2007, et seulement à cette condition, il lui serait encore possible de mener le Canada à respecter les cibles établies dans le protocole de Kyoto sur les changements climatiques. Le projet de loi des conservateurs sur l'air pur (fixant des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre aussi lointains qu'en 2050) a obtenu un sursis, grâce au NPD, lorsqu'il a été expédié sans vote à un comité législatif où il pourra être modifié par l'opposition.

«[Jack] Layton a décidé de jouer le jeu», a expliqué M. Dion en entrevue au *Toronto Star*. «Je lui ai dit qu'à ce stade-ci, moi aussi, je suis prêt à jouer le jeu, mais je vais le dénoncer.» Il a ensuite ajouté: «Si je suis capable de devenir premier ministre le printemps prochain, je ne continuerai pas à perpétuer cette simulation.» D'ailleurs, Colette Gaudreault l'écrit: entre Balance et Cancer (signes de M. Layton et de Gilles Duceppe), «la loi des complémentarités joue mal, très mal».

**Stephen Harper, 30 avril 1959, Taureau**

«Vous avez de multiples possibilités et vous ne savez plus comment faire pour savoir quel serait le bon choix pour vous. Allez-y avec votre cœur», prédit toujours Colette Gaudreault dans son *Horoscope 2007* pour le mois de janvier. Et comment, que M. Harper jongle avec les possibilités! Les rumeurs d'un remaniement ministériel se font très insistantes à Ottawa et le premier ministre, loin de les désamorcer, les a alimentées lors de ses entrevues de fin d'année.

La rumeur la plus persistante envoie la très critiquée ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, aux Affaires intergouvernementales (un poste fantôme compte tenu du fait que le titulaire précédent, Michael Chong, n'a même pas été consulté par son premier ministre avant qu'il ne concocte une motion reconnaissant la nation québécoise). Le titulaire des Affaires indiennes, Jim Prentice, prendrait la relève, tandis que le successeur de M. Chong, Peter Van Loan, l'y remplacerait.

Les rumeurs s'intensifieront également à propos de David Emerson, le ministre libéral converti au bleu pour rester au cabinet. Tous dans les coulisses du pouvoir le dépeignent comme l'homme d'un seul dossier, celui du bois d'œuvre. Ce conflit étant réglé, il retournerait à son milieu d'affaires à Vancouver.

Le déplacement de Mme Ambrose comporte son lot d'avantages et d'inconvénients. Il permettra certes au gouvernement conservateur de se refaire une vertu verte, surtout pour affronter un Stéphane Dion recyclé en militant environnementaliste. Mais il constituerait aussi un aveu

d'échec. Après tout, ce n'est pas tant la performance de Mme Ambrose qui a été mauvaise que la position intenable qu'elle était obligée de défendre. Faut-il rappeler que sa performance a été le fruit de l'entourage de M. Harper? C'est en effet parce que le bureau du premier ministre avait fait main basse sur les communications de la ministre que son chef de cabinet, Daniel Bernier, avait quitté ses fonctions à l'été.

Le premier ministre devra aussi négocier un virage avec la mission canadienne en Afghanistan, à propos de laquelle les partis d'opposition l'asticoteront. D'ailleurs, Colette Gaudreault a un conseil pour M. Harper. «Vous ne manquez pas de confiance en vous, mais ne vous isolez pas pour autant. Vous avez besoin des autres autant que les autres ont besoin de vous.» Sage constat compte tenu de son statut minoritaire.

Quoi qu'il fasse, toutefois, il est difficile de croire que M. Harper pourra éviter des élections avant les vacances d'été. Certes, les libéraux veulent prendre le temps de s'organiser, mais c'est une question de mois, pas de saisons, et le Bloc bat déjà les tambours.

L'enjeu est de taille pour le chef conservateur car une défaite, même honorable (en n'accordant qu'une minorité aux libéraux, par exemple), pourrait précipiter son retrait de la vie politique. Ce scrutin sera le troisième pour M. Harper à titre de chef du Parti conservateur. Il a raté le premier et n'a réussi qu'à donner une très mince minorité à ses troupes au deuxième. Cette fois-ci, il devra accroître ses appuis, si possible obtenir une majorité, sans quoi il fera la preuve qu'avec lui, les conservateurs plafonnent. Il serait d'autant plus alléchant pour les militants de chercher ailleurs que Bernard Lord, le jeune Néo-Brunswickois bilingue, est désormais libre et intéressé par la scène fédérale...

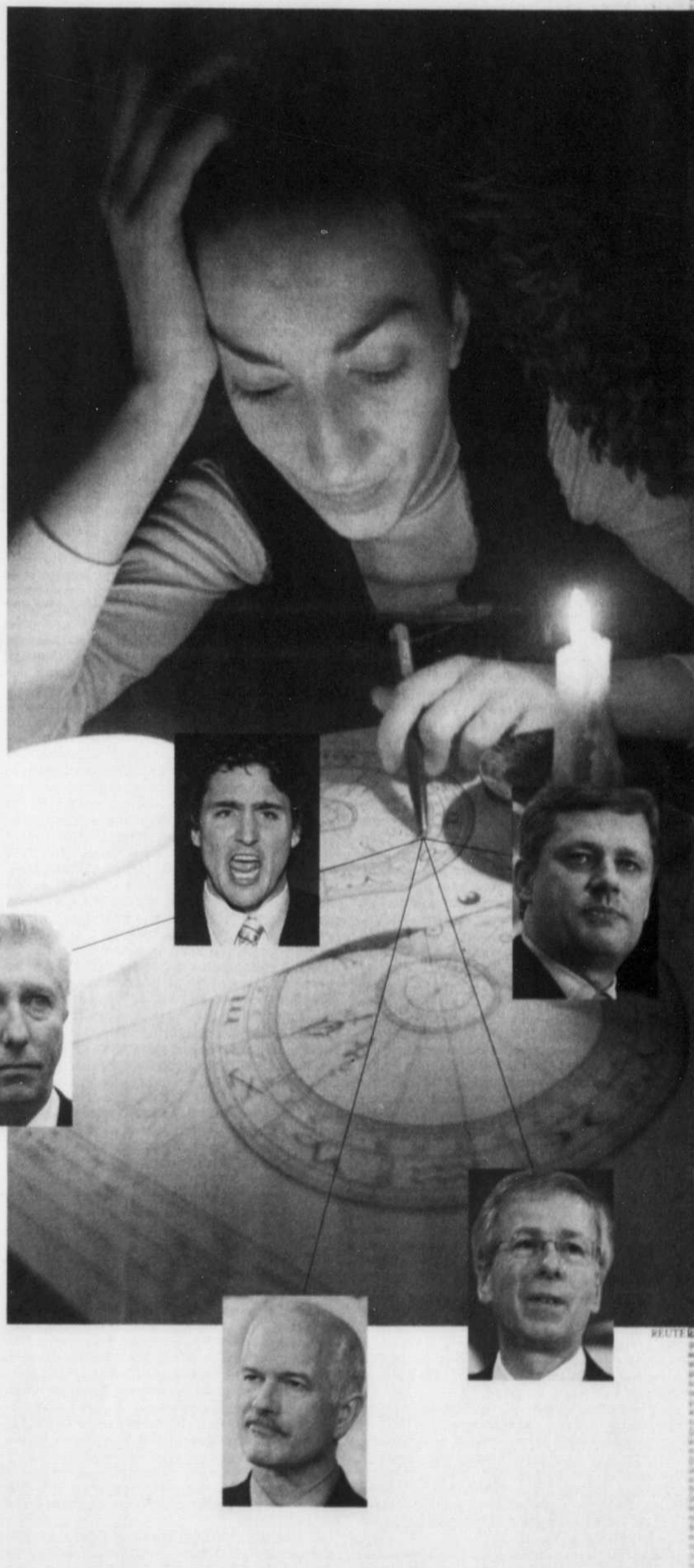
**Gilles Duceppe, 22 juillet 1947, Cancer**

M. Duceppe est le seul chef fédéral qui ait intérêt à aller aux urnes plus tôt que tard. Les sondages sont bons pour lui: le Parti conservateur a retrouvé sa troisième place au Québec et le PLC n'est pas redevenu un adversaire inquiétant. Bref, les troupes fédéralistes se divisent et lui laissent le champ libre.

Le Bloc québécois a plusieurs raisons de vouloir précipiter le pays en élections. D'abord, devancer Jean Charest, à Québec. M. Charest voudrait bien aller aux urnes avant que ne soit connu le résultat des négociations sur le déséquilibre fiscal. Vaut mieux faire miroiter un règlement avantageux que de faire campagne avec un résultat tangible mais peut-être décevant.

Pour Gilles Duceppe, dont les travailleurs d'élections sont souvent les mêmes qui œuvrent aux campagnes péquistes, laisser aller Québec avant Ottawa aurait le désavantage d'épuiser les troupes. En outre, cela reporterait les élections fédérales après le budget. Un règlement du déséquilibre fiscal pourrait rehausser la cote de popularité de Stephen Harper au Québec et devenir une arme de destruction massive contre les bloquistes...

VOIR PAGE B 2: HOROSCOPE



**McGill**

### Gestion de projets

Inscrivez-vous à notre populaire programme en gestion de projets! Cette formation pratique s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui désirent suivre un programme approfondi. Les cours sont offerts une fois par semaine, en soirée, commençant le 8 janvier 2007. Le contenu de ce programme est conforme aux normes reconnues mondialement par le Project Management Institute (PMI®).

www.mcgill.ca/conted-general | (514) 398-5454

### Une carrière en traduction vous intéresse?

Un certificat ou un diplôme en traduction peut vous donner accès à une profession langagière en pleine expansion.

Une soirée d'information au cours de laquelle on présentera les exigences et le contenu des programmes se tiendra le 16 janvier 2007 au 688, rue Sherbrooke Ouest, salle 1041, à 18 h.

www.mcgill.ca/conted-translation | (514) 398-1484

**McGill**  
Centre d'éducation permanente

## PERSPECTIVES

L'année 2007 s'annonce  
exceptionnelle à Québec

Jean Dion

## Dans le sens de

**A**u moment de tourner la page de calendrier vers une nouvelle année, un adepte des phrases creuses en a profité pour se livrer à son activité favorite, c'est-à-dire débiter des phrases creuses en se donnant de grands airs.

«D'abord, c'est faux. Je ne change pas de page de calendrier, je change de calendrier. Il s'agit d'un détail, certes, mais comme le dit le gros bon sens, le diable est dans les détails. Ce qui ne doit pas nous empêcher de voir le portrait d'ensemble. Il faut se méfier des arbres qui cachent la forêt. Poser la question, c'est y répondre», a déclaré l'adepte, qui soutient qu'un changement d'année constitue une excellente occasion de «faire le point» sur «la situation» qui «devient de plus en plus préoccupante, pour toutes sortes de raisons qu'il serait trop long de mentionner ici, ou même ailleurs».

Selon l'adepte, «il nous faut un débat» sur le sujet, car «le débat n'a pas été fait». «Et encore, un débat d'idées», même s'il est plutôt difficile d'imaginer un débat portant sur autre chose que des idées. «Tant qu'on n'aura pas eu un débat, le sujet va continuer à n'avoir pas été débattu, avec toutes les conséquences que cela suppose et qu'il serait trop long d'évoquer ici. En l'absence de débat, vous savez quoi? On ne peut pas dégager des pistes de discussion. Or moi je dis: parlons-en. Il ne faut pas avoir peur d'en parler parce que c'est en en parlant qu'on pourra faire le débat.»

Interrogé à propos de ce qui se produira au juste au terme du débat, l'adepte a tenu à signaler que c'est la raison pour laquelle on tient des débats: parce qu'on ne sait pas quel sera le résultat du débat. «Ce qu'il y a de merveilleux dans un débat, c'est que tout le monde en ressort avec les mêmes idées qu'il avait au début. Cela ne change donc rien, sauf que tout le monde peut dire que le débat a eu lieu. Il peut aussi arriver que le débat ne se termine pas ou que, comme ça ne change rien, tout le monde dise qu'au fond, le débat n'a pas eu lieu. Mais les sociétés progressent ainsi. Personnellement, je suis un partisan du progrès. Sans progrès, on n'avance pas, je ne pense pas qu'on ait besoin d'un débat là-dessus. Quoique.»

À ce sujet, l'adepte s'est dit «profondément convaincu» que l'année qui vient «marquera un tournant dans le sens de l'évolution» par rapport à la précédente. «Elle sera meilleure. Remarque, j'ai dit la même chose chaque fois au cours des trois dernières décennies, mais cela s'est toujours vérifié, bien qu'il soit rigoureusement impossible de mesurer en quoi une année serait meilleure qu'une autre. C'est parce que je suis un optimiste. Il faut être optimiste, sinon on voit les choses sous un angle négatif, et le négatif ne mène à rien de positif», a-t-il ajouté.

Cela étant, l'adepte des phrases creuses a dit «assumer [s]es contradictions», lui qui possède «une personnalité complexe, sans cesse en mouvement, car quand on arrête de bouger, de se transformer, d'évoluer, quoi, on sombre dans l'immobilité». Ainsi est-il aussi «profondément convaincu» que «ça n'a plus de bon sens», que «ça ne peut pas continuer comme ça» et qu'«il faut que ça change». «Le changement, assurément, est la seule garantie qu'on ait que ce ne sera plus comme avant, quand ça n'avait plus de bon sens. Le changement, voilà une des rares idées qui n'ont pas à faire l'objet d'un débat puisqu'on a vu qu'un débat ne changerait rien, alors qu'il faut du changement, cela tout en faisant en sorte que la nécessité de changement ne change pas. Ici, c'est peut-être un peu trop complexe pour vous, mais je me comprends. Ma pensée complexe n'est pas à la portée de tout le monde.»

Lorsqu'on lui a rétorqué que ça avait encore du bon sens, que ça peut continuer comme ça ainsi que le prouve le fait qu'aussi loin qu'on retourne, c'est toujours continué comme ça, et qu'il ne faut pas nécessairement que ça change, l'adepte a déclaré que «la question n'[était] pas là», qu'«il [fallait] aborder la chose d'une manière différente» et que «tout n'est pas aussi simple que c'en a l'air». «Il y a plusieurs éléments à considérer, mais il serait trop long de les reprendre ici. Je dirai simplement ceci: ne prenons pas le problème par le mauvais bout, auquel cas on se retrouverait devant une médaille à deux faces, et vice-versa.»

L'adepte a enfin convenu qu'«au fond, nous disons tous la même chose. Mais nous ne parlons pas des mêmes affaires, et nous l'exprimons différemment. Moi, je pense que c'est une richesse pour tout le monde, même si cela ne veut rien dire. Ce n'est pas parce qu'une assertion ne signifie rien qu'elle n'a pas le sens qu'on veut bien lui donner».

♦ ♦ ♦

Ayant pris connaissance des propos de l'adepte, tous les partis politiques l'ont invité à se joindre à eux. Mais il répondait si bien au profil de chacun qu'il est devenu le tout premier candidat de l'histoire à les représenter tous en même temps.

«Le temps est venu d'agir. D'oser. Notre destin collectif nous interpelle. Nous vivons dans une société complexe en perpétuelle mutation, moderne, ouverte, prête à relever les défis qui se posent à ses valeurs profondes et aux enjeux de son devenir propre. Il faut des objectifs irréfragables, des priorités essentielles, des aspirations légitimes, des idéaux fondamentaux», a déclaré l'adepte lors de ses 42 assemblées d'investiture, qu'il a toutes remportées à l'unanimité.

«J'ai une vision. La vision de bâtir. Et ensemble, c'est possible. Mieux, c'est probable. Mieux, c'est sûr», a-t-il conclu sous une salve d'applaudissements.

Par la suite, l'adepte a remporté toutes ses élections, là aussi à l'unanimité, parce que les électeurs aiment bien quand on les prend pour des valises et qu'ils peuvent y mettre ce qu'ils désirent.

Selon des sources, c'était toutefois en train de changer. Mais pas vite vite.

♦ ♦ ♦

Bon, ça va faire le niaiserie. Veuillez, mesdames messieurs, recevoir ici les souhaits de la maison: pour vous, une année 2007 porteuse. A moins que vous ne la préfériez structurante? Ou prioritaire? Concrète, peut-être? Émergente? Ou alors, juste nouvelle?

Allez, on se courrielle, on se cocktaile dinatoirement, on se fait un débat là-dessus et on se répète dans le creux de l'omoplate: tant de chemin parcouru depuis l'ambire pour en arriver là.

jdion@ledevoir.com

ROBERT DUTRISAC

Québec — Sur la scène politique québécoise, l'année 2007 s'annonce tout simplement exceptionnelle. Le déclenchement d'élections générales au Québec paraît inévitable. Fait rarissime, les chefs des trois principaux partis politiques, Jean Charest, André Boisclair et Mario Dumont, jouent leur avenir politique.

Rarement a-t-on vu une telle conjoncture politique. Pendant que le sort du gouvernement minoritaire de Stephen Harper est entre les mains des partis d'opposition qui pourraient le faire tomber, le Parti libéral du Québec est déterminé à se lancer en campagne électorale en 2007.

Ce que redoutent avant tout Jean Charest et ses stratèges, c'est une défaite des conservateurs au début de 2007, avant que Stephen Harper ne dépose son budget et puisse le faire adopter. À Québec, on attend fébrilement ce budget qui doit contenir un règlement acceptable du déséquilibre fiscal. Un budget fédéral qui n'apporterait aucune solution, à tout le moins partielle, au déséquilibre fiscal constituerait une énorme tuile pour les libéraux de Jean Charest. Mais à cet égard, tout indique que Jean Charest a obtenu des assurances minimales de la part de son homologue canadien. Pourvu que le ministre des Finances, Jim Flaherty, puisse faire adopter son budget, implore-t-on à Québec.

En effet, advenant la défaite en chambre du gouvernement Harper, une victoire des libéraux fédéraux de Stéphane Dion serait possible. Si une telle victoire survenait avant que Jean Charest ne puisse déclencher des élections, ce serait un coup dur pour le PLQ. Adieu le règlement du déséquilibre fiscal, dont M. Dion n'a jamais reconnu l'existence. Adieu l'encadrement du pouvoir fédéral de dépenser. Adieu le fédéralisme d'ouverture sur lequel s'appuie la stratégie de Jean Charest et de son ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoît Pelletier. Tout s'écroulerait comme un château de cartes, d'autant plus que les Québécois, dont la sagesse ou l'ambiguïté, c'est selon, les incite à ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier, seraient plus disposés à accorder sa chance au Parti québécois, question d'équilibrer la donne.

Pour André Boisclair, évidemment, c'est le scénario idéal, celui qui consisterait à avoir l'épouvantail Dion comme premier ministre du Canada. Les déclarations manœuvrières du chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, dont les députés pourraient faire tomber le gouvernement Harper sur la question de la mission canadienne en Afghanistan au début de 2007, vont dans le sens de ce scénario. Le bras droit du chef bloquiste, Pierre Paquette, l'a toutefois contredit sur ce point, sans doute avec son accord. Plusieurs élus bloquistes estiment qu'il y a un risque à vouloir précipiter les choses.

## Les quatre scénarios de Jean Charest

Le scénario privilégié des stratèges libéraux — le «scénario de référence», comme on le dit dans l'entourage du premier ministre —, c'est le déclenchement des élections au printemps, au terme d'un mandat traditionnel de quatre ans, après le dépôt du budget du Québec et après la tenue du congrès libéral, fin mars, un événement qui servirait de bougie d'allumage à la campagne électorale.

Les libéraux croient que ce scénario est possible. Il implique que le gouvernement Harper ne soit pas défait à la suite du dépôt de son budget. L'appui des néo-démocrates et des deux indépendants lui assurerait tout juste la majorité nécessaire. On croit même que le Bloc, devant un budget qui réglerait en bonne partie le déséquilibre fiscal, ne pourrait pas faire la fine bouche. En contribuant à faire tomber rapidement ce gouvernement conservateur qui reconnaît le déséquilibre fiscal, le Bloc ne favoriserait-il pas l'élection d'un gouvernement libéral centralisateur? Le Bloc serait alors accusé d'avoir levé le nez, au profit du Parti québécois, sur une avancée qui correspond aux intérêts supérieurs du Québec. Même pour le Bloc, la partie n'est pas simple.

Le deuxième scénario consiste en un déclenchement des élections au Québec dès février. Jean Charest pourrait forcer le jeu s'il est convaincu que le gouvernement conservateur est condamné à tomber au printemps, au moment où lui-même souhaite aller aux urnes. Le chef libéral pourrait également opter pour ce scénario précipité s'il ne croit plus que Stephen Harper règlera de façon satisfaisante le déséquilibre fiscal en 2007. Mais c'est un scénario plus risqué, qui exige que le taux d'insatisfaction envers le gouvernement Charest ait encore diminué et que les appuis en faveur du PLQ aient continué de s'affermir.

Enfin, il ne faut pas écartier tout à fait que les élections au Québec aient lieu à l'automne 2007, voire au prin-



CLEMENT ALLARD LE DEVOIR

Jean Charest pourrait déclencher des élections en février s'il est convaincu que le gouvernement conservateur est condamné à tomber au printemps, au moment où lui-même souhaite aller aux urnes, ou s'il ne croit plus que Stephen Harper règlera de façon satisfaisante le déséquilibre fiscal en 2007. Un scénario risqué.

temps 2008, à la toute fin du mandat légal de cinq ans. Dans ce scénario, Jean Charest n'aurait pas pu déclencher les élections très tôt en 2007 et le gouvernement Harper serait tombé. S'il décidait alors de renoncer à un scrutin à l'automne, c'est que les libéraux québécois seraient en sérieuse difficulté et que l'appui des francophones au Parti québécois ne se serait pas démenti.

## L'enjeu référendaire: une carte libérale

Au cours de la prochaine campagne électorale, le gouvernement Charest, comme tout gouvernement qui demande un deuxième mandat, cherchera à vanter ses réalisations. Il tentera surtout de marquer des points en régions, alors que le vote francophone lui échappe toujours en bonne partie.

Dans cette optique, il a déjà multiplié les annonces pour amadouer les régions, par exemple avec sa politique de la ruralité, qui sera suivie au printemps prochain par une politique d'occupation du territoire. L'enveloppe budgétaire consacrée aux pactes fiscaux conclus avec les MRC a doublé, une mesure qui a été très bien reçue. En outre, le gouvernement Charest a étendu les frictions qui existaient avec l'Union des producteurs agricoles (UPA) en se montrant plus conciliant en matière de protection de l'environnement.

Devant la crise de la forêt, le gouvernement Charest est sorti de sa passivité pour soumettre un plan de sauvetage signé par le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand. De même, on croit que l'annonce des investissements massifs d'Alcan au Saguenay portera fruits sur le plan électoral.

En matière d'économie, malgré les difficultés dans l'industrie forestière et un secteur manufacturier qui est aux aguets en raison de la concurrence des économies émergentes, le bilan du gouvernement Charest est plus que présentable: baisse du chômage, diminution significative du nombre d'assistés sociaux, amélioration de la cote de crédit du Québec.

Mais ce ne sera pas suffisant. Les libéraux voudront faire du référendum un enjeu central de la prochaine campagne: voulez-vous un gouvernement qui fasse avancer le Québec ou un référendum le plus tôt possible? Jean Charest ne manquera pas de marteler ce thème. Ce n'est pas très original mais ça demeure efficace, croit-on chez les libéraux.

Les stratèges libéraux comptent aussi sur l'ADQ pour diviser le vote francophone. Dans l'entourage de Jean Charest, on se plaît même à rêver que l'ADQ forme l'opposition officielle.

En fin d'année, Mario Dumont a présenté une plateforme électorale qu'il a qualifiée de centre-droit, un programme qui, s'il a le défaut de ne comporter aucun chiffre — ça viendra plus tard, assure le chef adéquate —, contient des mesures claires, faciles à communiquer.

Plus important encore, l'ADQ a abandonné l'ambition de faire une percée dans la grande région de Montréal. Le programme adéquate à saveur conservatrice ainsi que les prises de position de Mario Dumont contre les

accommodements «déraisonnables» et pour le respect des valeurs québécoises sont faits pour séduire les régions industrielles et épouser leurs vertus terriennes.

De son côté, André Boisclair n'aura sans doute d'autre choix que de prendre encore des libertés avec le programme du PQ. Il devra démontrer que le PQ est en mesure de gouverner mieux que l'impopulaire gouvernement Charest. À l'heure actuelle, il est assez difficile de voir comment le chef péquiste parviendra à concilier l'idée d'un bon gouvernement qui réalisera des engagements concrets au cours de son mandat avec le fait de tenir un référendum le plus vite possible au cours de ce même mandat.

## Une campagne rude

Chose certaine, la prochaine campagne électorale au Québec sera rude. Elle sera menée sans quartier. André Boisclair cherchera à exploiter l'impopularité du gouvernement Charest, ses gaffes, ses cafouillages. Jean Charest tentera d'instiller le doute: André Boisclair a-t-il l'étoffe d'un premier ministre? A-t-il la maturité nécessaire, surtout qu'il veut plonger le Québec dans un autre référendum? Mario Dumont, qui n'a aucune prétention au pouvoir, s'en prendra à ses deux adversaires avec le sens de la formule qu'on lui connaît. Mais soyons assurés qu'il réservera ses flèches les plus acérées pour André Boisclair.

C'est sans parler des insinuations, des sous-entendus, du caractère assassinatoire, comme disent les Américains, qui pourraient viser le chef péquiste. Mais c'est un couteau à double tranchant: André Boisclair a connu un sommet de popularité quand il posait en victime des médias qui l'interrogeaient avec insistance sur sa consommation de cocaïne.

Les trois chefs ont une chose en commun: leur avenir en politique active dépend des résultats aux prochaines élections. L'ADQ ne survivrait pas à son score de 10 ou 12 % qui enverrait Mario Dumont à l'Assemblée nationale avec deux ou trois néoconservateurs sans expérience. Un tel résultat, n'en doutons pas, aurait raison de la détermination de Mario Dumont. De leur côté, les militants mais surtout les députés péquistes ne pardonneraient pas à André Boisclair d'avoir été incapable de conduire le PQ à la victoire contre «le gouvernement le plus impopulaire de l'histoire du Québec». Le PQ, dont le référendum serait repoussé aux calendes grecques, et tout le mouvement souverainiste traverseraient alors une période d'intense remise en question. En fin de compte, Jean Charest subirait avec stoïcisme le sort que le PLQ, ce parti de pouvoir, réserve à ses chefs qui mordent la poussière: il démissionnerait promptement. En somme, les chefs des trois principaux partis au Québec lutteront pour leur survie politique. Une chose est sûre: l'année 2007 changera profondément le paysage politique au Québec.

Le Devoir

## HOROSCOPE

maintenant. Et M. Layton semble prêt, comme en 2005, à tout faire pour y parvenir.

Son but? Offrir son aide à Harper pour rester au pouvoir en échange de concessions tangibles qu'il pourra ensuite brandir à ses électeurs comme autant de preuves que les députés néo-démocrates sont utiles à la Chambre des communes pour obtenir «des résultats concrets pour les gens».

M. Layton mise sur le projet de loi défilant des conservateurs sur la qualité de l'air. Grâce à lui, ce projet de loi n'a pas été voté. M. Layton espère convaincre M. Harper de le modifier. Mais si jamais le budget survenait avant l'obtention de tels résultats, que ferait M. Layton? Il rejette les prémisses de cette question. «S'il y a une volonté de la part des chefs des partis politiques de produire des résultats concrets et musclés sur les changements climatiques, ce projet de loi pourrait être voté très, très rapidement, avant le budget», disait-il dans son bilan de fin de session.

Si M. Layton veut retarder le moment des élections, c'est que les sondages sont très mauvais pour lui. Sa clientèle électorale est très susceptible de se réfugier chez le PLC pour défaire coûte que coûte le gouvernement conservateur, qu'elle ne digère tout simplement pas. En outre, le NPD est menacé sur sa gauche environnementale par le Parti vert, propulsé par sa nouvelle leader, Elizabeth May, très connue dans les milieux traditionnellement néo-démocrates. À la dernière élection partielle de London Center, à l'automne, Mme May est arrivée deuxième et le NPD quatrième avec à peine 14,1 % des voix. Aux élections générales quelques mois plus tôt, le candidat néo-démocrate, un simple étudiant, avait obtenu 23,7 % des suffrages.

N'y a-t-il pas un risque pour M. Layton de trop s'acquiescer avec les conservateurs, que son électorat déteste tant? «On m'avait posé la même question il y a 18 mois quand j'avais tenu la main à Paul Martin et que le juge Gomery découvrait toutes sortes de choses [sur le PLC]. Mais si je suis capable d'obtenir des in-

vestissements pour les gens, nous allons le faire.»

Justin Trudeau, 25 décembre 1971,  
Capricorne

C'est bien connu: toute diseuse de bonne aventure digne de ce nom tente d'éviter les clichés, les lieux communs et les automatismes populaires. Ainsi, notre instinct nous dicterait de ne pas parler du fils de l'ancien premier ministre du Canada. Pourtant, les rumeurs persistantes l'envoient dans la circonscription sûre d'Outremont défendre les couleurs libérales, en remplacement de Jean Lapierre, qui prend sa retraite.

Il n'est plus rare que la photo de Justin Trudeau accompagne les textes politiques. Au congrès à la chefferie libérale, où il appuyait Gerard Kennedy, il n'était pas rare non plus de trouver le fils de Pierre Elliott Trudeau dans les parages chaque fois que les caméras se tournaient vers le candidat ontarien.

Les mauvaises langues lui conseillent d'aller prendre un peu d'expérience et de maturité intellectuelle au lieu de se poser en défenseur post mortem de la pensée de son père. Mais la politique est ainsi faite: lorsque les rumeurs courent et ne sont pas catégoriquement démenties et écrasées du pied par le principal intéressé, c'est que le principal intéressé est, justement, intéressé. Rappelons seulement que Michael Ignatieff avait nié vouloir se lancer en politique quand il était encore à Harvard et, une fois en campagne, avait nié vouloir être calife à la place du calife pour finalement terminer deuxième à la course à la chefferie libérale... et leader adjoint de Stéphane Dion.

Laissons le mot de la fin à Colette Gaudreault: «Vous êtes parfois frustré par les heures ou le genre de travail que vous faites, il ne vous convient plus. [...] Soyez prêt pour un changement qui vous apportera une harmonie entre vos goûts et vos besoins.»

Voilà. 2007 arrive à grands pas. Les dés sont jetés... mais vous aurez été prévenus!

Le Devoir

## PERSPECTIVES

L'année 2007 sur la scène internationale

## Des classiques et quelques boîtes de Pandore

Par l'Irak ou l'Irak, le Moyen-Orient sera encore le grand acteur géopolitique de l'année

Anticiper de quoi sera constituée l'actualité internationale en 2007? Seule chose sûre: il y aura encore des conflits religieux, des guerres de pouvoir et d'autres opérations militaires. Car les années passent sans rien changer à ce penchant belliciste des hommes. Quant à savoir où, quand et comment ces événements surviendront, les paris sont ouverts. Quelques perspectives sur un secteur bien imprévisible.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Il y a des conflits qui ont la couenne dure dans le monde. En Irak, bien sûr, mais aussi dans la corne de l'Afrique, en Afghanistan, en Palestine, en Iran ou en Corée du Nord. Des paniers de crabes qui occuperont cette année encore une large place dans les pages internationales des journaux du monde, avec les dossiers irakien et iranien en tête.

Ce ne seront pas les seuls, loin s'en faut. Comme chaque année, des boîtes de Pandore seront ouvertes comme autant de petites bombes sur la planète. Qu'il suffise d'évoquer les circonstances particulières du déclenchement du sanglant conflit ayant opposé Israël et le Hezbollah l'été dernier pour rappeler que l'actualité internationale est sujette à toutes les sautes d'humeur imprévues.

Sauf qu'il y a certaines «surprises prévisibles», selon l'expression de Charles-Philippe David, titulaire de la chaire Raoul Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM. Des classiques annuels sans cesse rejoués, points chauds de 2006 qui le resteront aussi dans les prochains mois.

Premier arrêt au Moyen-Orient, poudrière du monde. «La deuxième moitié des années 2000 est vraiment en train de consacrer la région comme centre géopolitique du monde», estime M. David. L'ensemble des observateurs interrogés au cours des derniers jours par *Le Devoir* s'accordent sur ce point, et sur le fait que la région sera encore en 2007 au cœur de toutes les discussions. Peut-être même au-delà de cette année.

Il y a d'abord l'Irak, où l'opération lancée en 2003 a de plus en plus l'odeur d'un Waterloo pour le président Bush. Les attentats se multiplient et les États-Unis s'enlisent dans un bourbier que tout le monde appelle maintenant une guerre civile, y compris les grands médias américains.

«Bush voudrait bien sortir de là avec un certain prestige», explique le politologue Sami Aoun, spécialiste du Moyen-Orient à l'Université de Sherbrooke. «La recherche actuellement une formule magique qui ne serait pas interprétée comme une défaite humiliante. Il sait par ailleurs qu'une victoire n'est pas à sa portée, alors il doit trouver une solution entre les deux.» Celle-ci pourrait passer par un retrait stratégique de certaines zones (les grandes villes et le sud), croit M. Aoun.

M. Bush annoncera dans les prochains jours son plan irakien pour l'année, qui servira de réponse au récent et accablant rapport Baker-Hamilton. Celui-ci propose

notamment un retrait progressif des troupes, mais Washington n'a pas écarté l'idée de frapper un dernier grand coup pour mater la guerre civile en faisant exactement le contraire: envoyer plus de troupes (peut-être 30 000 hommes) au front en souhaitant que ce soit suffisant pour renverser la tendance.

«S'ils le font [envoyer plus de troupes], les résultats devront venir très vite», analyse Louis Balthazar, président de l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand. «Je crois au contraire qu'ils n'ont pas vraiment le choix, qu'ils devront jeter du lest en cours d'année et commencer à parler de retirer leurs troupes.» Mais globalement, Charles-Philippe David ne croit pas qu'il y aura de changement «radical» dans le positionnement américain en Irak pour 2007.

Ce qui ne veut toutefois pas dire que la situation irakienne en elle-même ne changera pas en 2007. Tout le contraire. Il y a d'abord la mort annoncée de Saddam Hussein dont on mesurera l'impact au cours des prochaines semaines. Mais surtout, il faudra observer de près comment la guerre civile entre les sunnites et les chiites du pays s'étendra ou non à toute la région.

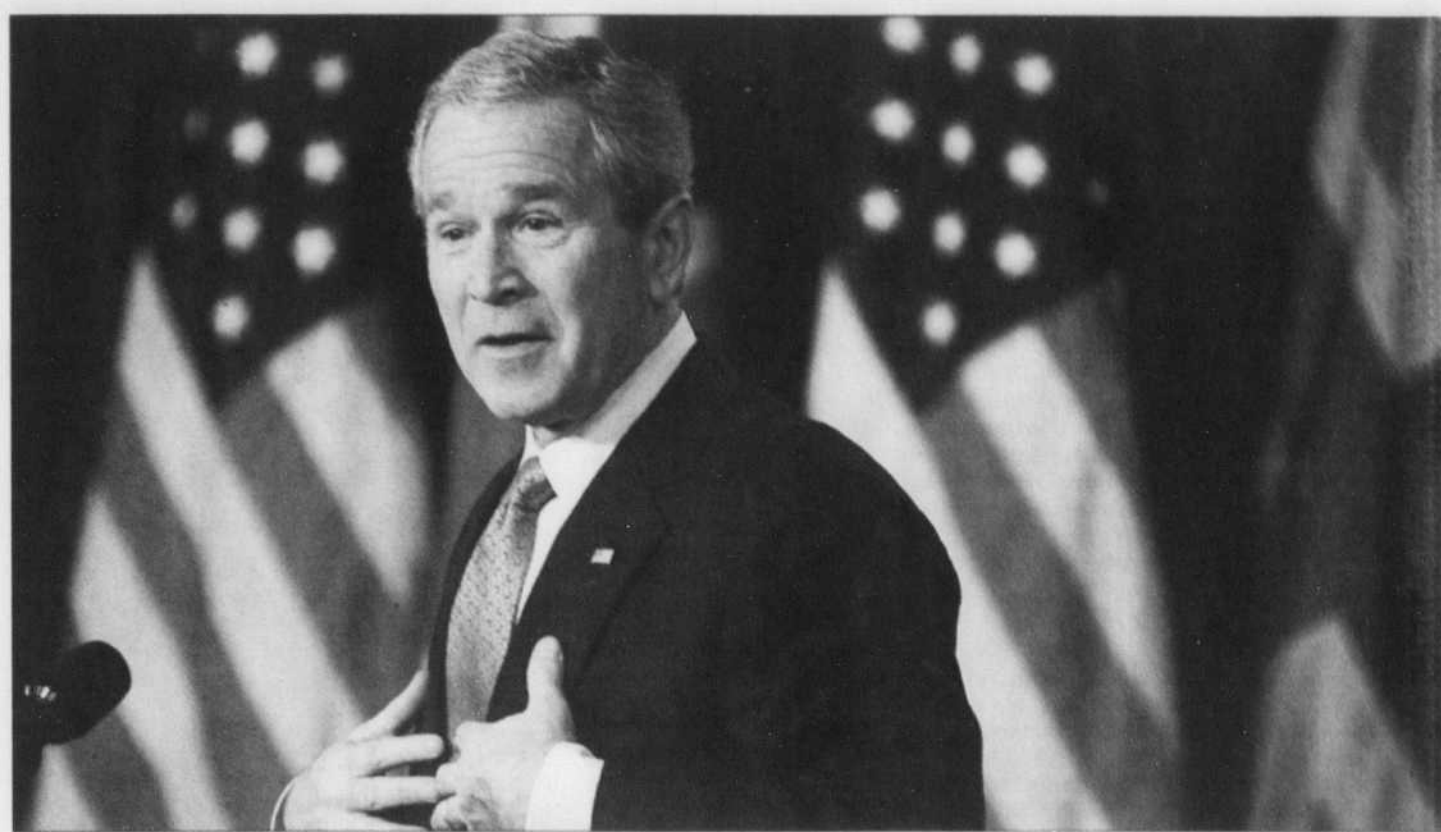
«Il faut absolument régler ces rapports entre les deux groupes», juge André Poupard, professeur de droit à l'Université de Montréal et spécialiste de la question kurde, qui s'est rendu à quelques reprises en Irak. Selon lui, «le conflit religieux entre sunnites et chiites a actuellement préséance sur le conflit entre irakiens et Américains».

Une situation qui démontre à quel point les États-Unis ont été incompetents dans cette opération», analyse M. Poupard. «Les Américains ont identifié l'Irak chiite comme membre de l'axe du mal au moment même où ils allaient combattre en Irak au nom de la démocratie. Or ils savaient très bien qu'en Irak ils remettraient le pouvoir aux

chiites [majoritaires en Irak, ces derniers ont toujours été dirigés par la minorité sunnite]. Ils allaient ainsi à l'encontre de leurs propres intérêts et de tous leurs alliés dans la région, qui sont des gouvernements sunnites [...]. Les Américains ont tout bousillé dans la région.»

## La menace iranienne

Dans ce rapport de force régional entre sunnites et chiites, les yeux se tournent de plus en plus vers l'Irak et son président Mahmoud Ahmadinejad. Selon Charles-Philippe David, c'est de là que viendront les «surprises internationales en 2007». «Chaque année qui passe rapproche l'Irak du moment fatidique où il aura à choisir



George W. Bush annoncera dans les prochains jours son plan irakien pour l'année, qui servira de réponse au récent et accablant rapport Baker-Hamilton, qui propose notamment un retrait progressif d'Irak des troupes américaines.

entre être une puissance nucléaire militaire ou civile». Le discours belliqueux du gouvernement chiite d'Ahmadinejad fait craindre aux observateurs qu'il embrase toute la région. «Et si la crise s'aggrave encore en Irak, dit Charles-Philippe David, il y a la possibilité que les pays voisins interviennent» et que l'Irak soit le théâtre de ce conflit.

Samir Aoun estime à égalité les probabilités que l'Irak et les États-Unis en viennent à une entente sur la question nucléaire... ou qu'au contraire cela dégénère en un affrontement. «Il y a un réel danger qu'on assiste en 2007 à une guerre entre l'Irak et ses alliés contre l'Arabie Saoudite [ennemi juré de Téhéran] et ses alliés, pense André Poupard. Dans ce contexte, la bataille pour posséder la bombe atomique est un enjeu majeur. Il faut imaginer ce que cela donnerait si la première bombe atomique musulmane était lancée entre chiites et sunnites.»

Et la menace nucléaire coréenne? Charles-Philippe David la perçoit moins grande que l'iranienne, même si la Corée du Nord a procédé à des tests au cours de 2006. «La Corée est isolée, dit-il. Même la Chine ne la soutient pas. Il y a un consensus pour dénoncer le danger des risques liés à la nucléarisation de la Corée. Ce n'est pas le cas en Iran.»

## Retour des talibans

Deuxième arrêt en Afghanistan, où l'année 2006 a marqué le retour en force des talibans — et soulevé ici un sérieux débat sur la nécessité ou non de poursuivre la mission canadienne. «Il pourrait y avoir là un tournant important cette année, estime le titulaire de la chaire Raoul Dandurand. Je suis d'accord avec le commandant Richards [de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), commandée par l'OTAN], qui estime que l'OTAN n'a guère plus de six mois pour reconquérir les cœurs et les esprits de la population afghane, surtout au sud du pays. Si la

violence reprend aussi vigoureusement au printemps, le défi sera perdu. Et si on fait en décembre 2007 le même bilan qu'on peut faire cette année, c'est qu'on aura en Afghanistan un problème qui ressemblera à celui des Américains en Irak.»

Pas très loin de là, en Russie, il faudra surveiller en 2007 comment ce que plusieurs appellent la «dérive autoritaire» du régime de Vladimir Poutine évoluera. Les esprits ont été particulièrement marqués cette année par le meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa (critique du gouvernement), un événement qui est venu rappeler la brutalité du régime.

Expert de la question russe, le politologue de l'UQAM Jacques Lévesque croit que «la nature autoritaire du régime va continuer, mais sans nécessairement s'accroître». Il souligne que le régime n'est pas menacé, que la popularité à l'interne de Poutine reste très forte (près de 70% d'approbation), notamment grâce à la vigueur relative de l'économie et au fait que Poutine a su réinstaurer le calme dans le pays après les années chaotiques de Boris Eltsine. «Il n'a pas besoin d'aller plus loin dans les mesures mises en place pour assurer son contrôle», dit M. Lévesque. Il a déjà le contrôle des médias, du Parlement et des régions.

Toutefois, Jacques Lévesque anticipe que les relations entre Moscou et Washington continueront de se dégrader, principalement à cause de leurs opinions divergentes sur les dossiers irakien, ukrainien et géorgien, notamment.

Autrement, c'est l'ensemble du développement des relations européennes qu'il sera intéressant d'observer dans les prochains mois. À l'approche de son cinquantième anniversaire (le traité de Rome qui instaura la CEE a été signé en 1957), l'Union européenne (UE) traverse une profonde crise d'identité. Deux nouveaux membres font leur entrée dans le groupe cette année, la Bulgarie et la Roumanie, ce qui porte

à 27 le nombre d'adhérents à ce qui est devenu «une union plus technique que politique», comme l'indique M. David.

L'année européenne sera aussi marquée par l'arrivée de deux nouveaux dirigeants à la tête des deux plus importants pays de l'UE, la France et la Grande-Bretagne. Tony Blair a déjà annoncé son départ, et Jacques Chirac devrait normalement quitter l'Élysée en mai... à moins qu'il ne tente d'obtenir un troisième mandat.

## La Corne en feu

Un saut en Afrique, où il faut relever encore une fois l'étendue de la catastrophe au quotidien telle que la vivent les Africains. Les millions de morts au Congo et au Soudan (le conflit au Darfour n'est toujours pas réglé), les millions d'affamés, ceux qui fuient ailleurs des combats dont la violence défie l'imagination. Cette semaine encore, la corne de l'Afrique est revenue à l'avant-plan des nouvelles avec l'aggravation du conflit en Somalie, où les islamistes tentent de renverser définitivement le gouvernement transitoire en place.

Appuyées par l'Éthiopie voisine — un État multiconfessionnel qui redoute l'instauration d'un régime islamique à ses portes —, les troupes gouvernementales ont repris possession de la capitale avant-hier... mais seulement à la suite d'un repli stratégique des islamistes, qui en avaient pris le contrôle il y a six mois. Ceux-ci sont notamment soutenus par l'Érythrie, vieil ennemi de l'Éthiopie. «Il y a là aussi une possibilité d'embrasement régional», constate Charles-Philippe David. «Les alliances entre ennemis et alliés sont négociables: tous les risques sont là. On en aura plein les bras avec la corne de l'Afrique dans les prochains mois.»

## L'Amérique latine en action

Dernier arrêt, cette fois en Amérique latine, où 2006 aura été

l'année de la confirmation du virage à gauche du continent. Ça, et aussi l'année du début de l'après-Castro: le président cubain a en effet été obligé de déléguer ses pouvoirs pour la première fois depuis 1959, une opération médicale «complexe» ayant forcé au repos. C'était en août, et le monde ignore toujours cinq mois plus tard quel est le réel état de santé de Castro. Les Américains pensent qu'il est sur son lit de mort, alors que La Havane affirme qu'il récupère tranquillement, mais sûrement.

Peu importe, un constat s'impose et se vérifiera plus avant en 2007: la transition post-Fidel est bien amorcée (il est d'ailleurs certain que le président ne reprendra jamais toutes ses fonctions, s'il revient en santé), et elle se déroule beaucoup mieux que prévu. Raúl Castro — président par intérim — a le contrôle des troupes cubaines et du gouvernement, et a montré certains signes d'ouverture. Ainsi, même sans son leader légendaire, le régime tient, à la surprise de plusieurs. Reste à voir si le calme perdurera quand Fidel Castro disparaîtra totalement.

Or, là comme ailleurs au sud, Washington observera de loin ces changements, sans intervenir directement. Car les élections de 2006 (notamment celles d'Évo Morales en Bolivie, de Rafael Correa en Équateur et de Daniel Ortega au Nicaragua) ont renforcé en Amérique latine ce qu'on appelle l'axe Chavez-Castro, fortement anti-américain, et confirmé que l'Amérique latine n'est plus l'arrière-cour des États-Unis.

«L'administration en a déjà plein les bras ailleurs», mentionne Charles-Philippe David. «Les dossiers sont donc réglés par de hauts fonctionnaires, ce qui donne une chance de plus à la diplomatie. Pour Washington, l'Amérique latine [de la gauche] est un irritant, mais pas une menace comme ce l'était au temps de la guerre froide.»

Le Devoir

## De l'action à l'interne aux États-Unis

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

L'action politique ne manquera pas chez nos voisins américains en 2007. Il y aura certes des étincelles au Sénat et à la Chambre des représentants, dont les démocrates ont récemment repris le contrôle de la majorité. Mais il y en aura aussi à l'extérieur, sur le terrain de la course à la présidence, déjà amorcée en vue de l'élection de 2008.

«Si on se fie aux premières décisions du président Bush depuis les élections de novembre, la cohabitation des démocrates et des républicains va être pénible et difficile», estime Louis Balthazar, président de l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM. L'administration Bush devra rendre des comptes à propos de sa gestion des affaires de l'État, particulièrement dans le dossier irakien. On peut supposer que les démocrates ne se gêneront pas pour déclencher des enquêtes sur une

foule de sujets, les républicains n'ayant eux-mêmes pas hésité à le faire sous Bill Clinton.

«Les deux prochaines années seront très difficiles pour George W. Bush», évalue aussi Charles-Philippe David, titulaire de la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. «Sa présidence est un canard fracturé, illustre M. David. Tellement que dans les conditions actuelles — c'est-à-dire s'il n'y a pas d'attaques terroristes sur le sol américain qui changeraient la donne —, Bush ne peut même pas penser à travailler son héritage politique. Il ne peut que tenter de minorer les conclusions désastreuses de cette présidence. Ça commence à ressembler au Titanic, cette histoire.»

M. David pense ainsi que plusieurs conseillers vont abandonner le navire républicain au cours des prochains mois. Déjà, on est assuré d'une course à la présidence qui ne comptera pas de candidat qui soit président ou vice-président, une première depuis 1952. «Ça va créer un climat

plus modéré pour les débats», croit M. Balthazar, qui voit dans cette conjoncture la possibilité pour les républicains de se distancer plus facilement des décisions de l'administration Bush.

Qui sera sur les rangs? «À partir de décembre 2007, il ne pourra plus y avoir de surprise», dit M. Balthazar. On connaîtra tous les prétendants. Pour l'instant, cinq candidats se démarquent: Hillary Clinton, Barack Obama et John Edwards (qui a lancé sa campagne cette semaine) pour les démocrates, John McCain et Rudolph Giuliani du côté républicain.

«Les pronostics étaient plus faciles à faire il y a quelques mois», note M. David. «On se disait: Clinton-McCain. Mais là, avec la montée d'Obama, rien n'est sûr. Son étoile a grandi très rapidement, alors pour quoi pas? Ça fera un bon thriller à suivre tout au long de l'année, peut-être même plus intéressant que la campagne présidentielle.»

Le Devoir

## 2006 en quelques dates

## Janvier

- Le premier ministre israélien Ariel Sharon est victime d'une attaque cérébrale qui le plonge dans le coma.
- Au Chili, Michelle Bachelet devient la première femme présidente de l'histoire du pays.
- Le mouvement islamiste Hamas remporte les élections législatives palestiniennes.
- Polémique mondiale après la publication de caricatures de Mahomet.

## Février

- Les élections présidentielles en Haïti consacrent René Prévail.

## Mars

- L'ancien dictateur yougoslave Slobodan Milosevic meurt d'une crise cardiaque en détention à La Haye, où il subissait son procès pour génocide et crimes contre l'humanité.

## Avril

- Silvio Berlusconi est battu aux élections italiennes.

## Mai

- Le terroriste français Zacarias Moussaoui est condamné à la prison à vie pour son rôle dans les attentats du 11 septembre 2001.

## Juin

- Le leader d'al-Qaïda en Irak, Abou Moussab al-Zarqawi, est tué lors d'un raid américain.

## Juillet

- Très serrées et contestées par le candidat de la gauche Andrés Manuel López Obrador, l'élection présidentielle au Mexique donne Felipe Calderón vainqueur.
- Le chef de guerre tchétchène Chamil Bassaïev meurt dans un raid.
- L'enlèvement de deux soldats israéliens à la frontière sud du Liban déclenche une guerre sanglante de 32 jours entre Israël et le Hezbollah.
- Des attentats font près de 200 morts à Bombay, en Inde.

## Août

- Le président cubain Fidel Castro laisse temporairement le pouvoir à son frère Raúl pour des raisons de santé. On ignore encore aujourd'hui la gravité de son état.

## Septembre

- Le pape Benoît XIV froisse les musulmans lors d'un discours à Ratisbonne. Il regrettera la compréhension de ses propos quelques jours tard.
- Shinzo Abe est élu premier ministre du Japon.

## Octobre

- La Corée du Nord procède à un essai nucléaire: le Conseil de sécurité de l'ONU condamne le geste et impose des sanctions.
- Luiz Inácio Lula da Silva est réélu président du Brésil.

## Novembre

- Saddam Hussein est condamné à mort au terme d'un long et houleux procès. Le verdict est confirmé le 26 décembre par la Cour d'appel.
- Au Nicaragua, l'ancien président Daniel Ortega, leader de la révolution sandiniste, reprend démocratiquement le pouvoir.
- Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, démissionne au lendemain de la dégelée subie par les républicains aux élections de mi-mandat. Robert Gates lui succède.

## Décembre

- Hugo Chávez est réélu président du Venezuela.
- Mort de l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet à l'âge de 91 ans. Il disparaît avant d'avoir été jugé pour les crimes commis sous sa dictature (1973-90).

Le Devoir

# ÉDITORIAL

## Les forceps russes

C'est devenu une détestable habitude. Après l'Arménie, la Géorgie, la Lituanie, la Moldavie et l'Ukraine, sans oublier le géant anglo-néerlandais Shell, la Russie use de nouveau de ses ressources naturelles comme de forceps. Sa dernière cible? La Biélorussie. Le but? Retrouver la grandeur d'antan.

quelques nuances près, le *modus operandi* qu'emploie le Kremlin à l'encontre des anciens satellites de l'ère soviétique est toujours le même. Sans crier gare, les patrons de Gazprom et de Rosneft, la filière pétrolière, s'invitent dans les cabinets des premiers ministres ou présidents des anciennes colonies et formulent le chantage suivant: vous signez un contrat prévoyant un doublement du prix du gaz fourni sinon on coupe les robinets. Jusqu'à présent, tous les gouvernements ainsi que Shell ont plié. La Biélorussie? Il serait d'autant plus étonnant qu'elle résiste que son président, ou plutôt dictateur, s'est évertué à entretenir des liens très étroits avec Moscou.

Bien évidemment, ces nations ne disposant pas des capacités financières leur permettant d'observer les obligations imposées, c'est le cas de le dire, à la force du poignet, elles se sont toujours résignées à donner satisfaction aux Russes sur le front de la distribution. Chaque fois, le Kremlin étant conscient que ses hausses de tarifs vont plomber durablement les coffres, il propose ceci: faute d'argent, vous nous cédez en tout ou en partie les parts que vous détenez dans les réseaux. Pour faire court, soulignons simplement que Moscou est l'actionnaire majoritaire, ou à tout le moins de référence, de tous les tuyaux, oléoducs ou pipelines situés dans les pays mentionnés.

Ces modifications à la propriété comme à la géographie de l'énergie inquiètent comme jamais l'Union européenne, l'Allemagne au premier chef. On doit se rappeler que le tiers du gaz consommé par les membres de l'Union provient de la Russie. En Allemagne, la préoccupation inhérente aux hiatus conséquents à la politique arrêtée par le Kremlin est d'autant plus prononcée qu'elle est plus captive que les autres de la ressource d'origine russe. On est donc très inquiet du chantage effectué auprès des gouvernements, mais aussi de celui fait auprès des compagnies.

A ce propos, l'exemple de Shell est très révélateur de l'appétit féroce qui habite les maîtres du Kremlin. Avant de poursuivre, n'oublions pas que le numéro 2 de la maison Russie est nul autre que le président de Gazprom. Cela précisé, comment cette dernière entreprise s'est-elle retrouvée principal actionnaire de l'exploitation Sakhaline 2 sans avoir déboursé un sou? Elle a menacé Shell de renvoi en gonflant à un niveau inimaginable l'addition afférente à des fautes environnementales.

Acculé à choisir entre abandonner une installation dans laquelle Shell a investi environ 20 milliards en association avec les japonais Mitsui et Mitsubishi au cours des douze dernières années ou accepter l'entrée de Gazprom dans le capital du consortium, le groupe anglo-néerlandais a opté pour la deuxième option. De sorte qu'aujourd'hui Gazprom se retrouve, après dilution de la propriété, principal actionnaire d'une infrastructure d'extraction et de raffinage dans laquelle elle n'a pas mis un seul sou!

Toutes ces bousculades provoquées par le Kremlin ont été conçues à l'aune d'une ambition politique. Soit celle de retrouver la grandeur d'antan, ou plus précisément de récupérer ce qui a été perdu dans la foulée de la chute du Mur. Dans les mois qui ont suivi cet événement unique, beaucoup en Occident, mais également en Russie, ont cru au concept d'interactivité entre la Russie et l'Ouest. Mais voilà, la rapidité avec laquelle la réunification de l'Allemagne a été accomplie a convaincu ceux qui aujourd'hui occupent le Kremlin de remettre le concept en question dans les poubelles de l'histoire et de s'atteler à autre chose. Quoi donc? Parler d'égal à égal avec les États-Unis et la Chine. Point.

## Bons vœux

chers lecteurs, Dans quelques heures, c'en sera fait de 2006. Les rétrospectives de fin d'année nous auront rappelé que l'actualité n'a pas pris congé ces 12 derniers mois. Sur tout le pays a soufflé un vent de changement dont les effets, parfois bienvenus, ont été à d'autres moments dramatiques.

S'il ne fallait retenir pour cette année qu'un seul événement, il faudrait s'arrêter à l'arrivée au pouvoir à Ottawa des conservateurs de Stephen Harper. Le soir du 23 janvier, nous tournions la page sur 13 années d'un régime libéral qui souffrait d'une fatigue devenue chronique.

Ce changement de gouvernement ouvrait une nouvelle ère dont on ne savait trop ce qu'elle serait. Le statut minoritaire des nouveaux venus nous aura préservés de bouleversements brusques. Le glissement à droite que les libéraux nous avaient prédit ne s'est pas concrétisé. Du moins pas encore. Le rappel de la Loi sur les mariages entre conjoints de même sexe a été abandonné, heureusement! Si, de façon irréfléchie, les conservateurs ont engagé plus avant le Canada en Afghanistan, leur présence aux commandes du gouvernement aura été à certains égards positive, permettant par exemple de tendre les relations des provinces avec Ottawa. De même faut-il apprécier l'adoption de la motion reconnaissant que les



Bernard Descôteaux

Québécois forment une nation pour la volonté de réconciliation qu'elle traduit.

Par la force des choses, l'attention médiatique s'est portée ces 12 derniers mois sur la capitale fédérale. À Québec, le gouvernement de Jean Charest aura profité de l'accalmie ainsi créée pour gouverner. Contrairement à ce qu'il avait fait les années précédentes, il aura réglé les problèmes plutôt que de les créer. Les électeurs lui en seront-ils reconnaissants? On connaîtra la réponse à cette question dans quelques mois.

Les journalistes du *Devoir* ont cherché au cours de cette année à rendre compte le plus fidèlement possible de tous ces changements, mais aussi à soulever par leurs questions des débats. Lavons-nous bien fait? C'est à vous, chers lecteurs, de nous le dire. Pour notre part, nous ne prétendons surtout pas avoir toujours apporté des réponses justes et complètes, mais nous croyons avoir été fidèles à ce «Fais ce que dois» que nous a laissé le fondateur de ce journal. Nous sommes convaincus que seul un débat éclairé permet au citoyen de faire les bons choix.

La seule résolution que les journalistes et tous les artisans du *Devoir* prennent pour cette nouvelle année est de persister dans ce mandat. Ce sera d'autant plus important que nous serons appelés comme société à nous choisir un nouveau gouvernement à Québec et, très probablement, à Ottawa aussi. C'est un rendez-vous que nous vous donnons, chers lecteurs, tout en vous souhaitant pour l'année 2007 bonheur, santé et prospérité.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON  
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
 Directeur de l'information JULES RICHER  
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
 LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## LETTRES

### Aveuglement historique

À M<sup>e</sup> Ouellet

Le conservatisme dont s'entiche M<sup>e</sup> Ouellet dans le texte publié en une du *Devoir* du 23 décembre prouve l'aveuglement historique dans lequel s'enferme encore l'Église catholique canadienne-française. Revenant encore sur ce discours suranné voulant que la Révolution tranquille ait mal fait de vouloir faire table rase de son passé cléricale, notre cardinal fait appel à notre mémoire pour mieux nous rappeler des «moments glorieux» de notre histoire.

Ainsi, lorsque M<sup>e</sup> Ouellet indique «qu'il y ait eu des missionnaires qui ont été martyrs, ici, au début, qui nous ont amené la foi chrétienne...», il oublie le fait que l'évangélisation était à l'avant-garde des marchands de fourrure. Ce pan de l'histoire qui a été glorifié par les historiens et l'Église est pourtant placé sous le sceau d'un projet génocidaire et impérialiste qui fut la cause du massacre des Hurons et de nombreuses Premières Nations amérindiennes.

Le devoir de mémoire de l'humanité est un devoir qui doit servir l'esprit critique. Il s'agit entre autres de se souvenir des atrocités qui ont parsemé l'histoire humaine et de ses idéologies qui ont abrité les individus. Et ça, sachez-le M<sup>e</sup> Ouellet, l'Église catholique du Canada se porte assez mal à ce chapitre.

Olivier Amiot  
 Québec, le 27 décembre 2006

### Qu'on les laisse finir le travail

En cette fin d'année avec ses multiples rétrospectives, où chacun y va de l'événement qu'il juge le plus marquant, je ne peux passer sous silence la douleur que j'ai ressentie durant 33 jours d'affilée, alors qu'Israël agressait le Liban de ses bombes, lesquelles, des mois plus tard, continuent de tuer.

J'entendais les commentateurs dire de ladite «communauté internationale» qu'elle voulait laisser Israël «finir le travail». Cette phrase ignoble, dite sur un ton anodin, a accompagné le massacre et la destruction du pays. Elle restera marquée au fer rouge dans mon cœur, me confirmant que, malheureusement, nous sommes prêts, comme «communauté internationale», à laisser froidement se perpétuer des génocides. Et je ne parle pas de notre premier ministre canadien, qui a immédiatement approuvé ce massacre...

J'espère vivement que l'année 2007 remettra nos dirigeants sur la piste du respect des droits humains et du droit international, seule voie à mon sens pour trouver la paix.

Francine Néméh  
 Montréal, le 29 décembre 2006

### Le rôle du critique musical

Lettre au critique musical Christophe Huss  
 Cher monsieur, la création musicale

contemporaine est comme un grand ciel étoilé. On peut le contempler et l'apprécier en amateur. Si on s'y connaît un peu plus, on peut y retracer des constellations. Si on est astronome, on y lit l'histoire de l'univers. Il y a toujours plusieurs niveaux de compréhension possible d'une œuvre d'art.

Le rôle du critique musical serait d'aider le public à élargir ses horizons. Ce n'est vraiment pas ce qu'on peut dire de votre article du samedi 15 décembre, où vous donnez un compte rendu du concert anniversaire célébrant les 40 ans de la Société de musique contemporaine de Québec. Il n'y a pas grand-chose qui a trouvé grâce à vos yeux lors de cette soirée. Ni les fines recherches harmoniques de Bruce Mather, ni le cisajement des mélodies espagnoles de José Evangelista, ni les métamorphoses spirituelles de John Rea, ni le regard sur les pionniers de la modernité québécoise.

Il semble que le ciel de la création musicale québécoise vous ennue. Votre texte respire la mauvaise humeur et le dénigrement. Cette musique ne répond pas à vos attentes, cela est évident. Pourquoi, dans ce cas, ne pas consulter quelqu'un qui l'apprécie avant d'écrire votre article. Sans vouloir vous offenser, nos artistes méritent plus d'ouverture et de sensibilité.

Louise Morand  
 Musicologue  
 Le 27 décembre 2006

## REVUE DE PRESSE

## Quelque part au nord du 60<sup>e</sup> parallèle

Manon Cornellier

Les autorités américaines le reconnaissent enfin, même si c'est de façon indirecte: le réchauffement climatique est en cours. Les habitants du Grand Nord canadien le constatent depuis longtemps. Le magazine *Up Here*, établi à Yellowknife, en témoigne encore une fois dans sa dernière édition (numéro de novembre-décembre). Une des victimes de ces aléas climatiques est le premier parc territorial du Yukon. L'île Herschel, située à l'extrémité nord du Yukon, héberge les vestiges les mieux conservés d'un poste de chasse à la baleine dans le Grand Nord. Sa population atteignait 1500 personnes dans les années 1890. Des huttes inuites très anciennes voisinent des bâtiments utilisés par les chasseurs, les missionnaires et les marchands. Quatre cimetières remplis d'artefacts parsèment aussi l'île. Mais voilà, les glaces se retirent plus longtemps qu'apparaissent et la côte en paie le prix. Entre 1944 et 1970, le taux moyen d'érosion était d'environ un mètre par année. Ce taux a doublé depuis. Le phénomène s'est accéléré à un point tel qu'on a dû déménager les édifices patrimoniaux au moins deux fois et qu'on s'attend à devoir le faire encore. La douceur du climat fait aussi fondre le pergélisol, ce qui rend le sol instable. Des glissements de terrain ont mis à découvert des ossements, des vêtements et des cerceaux.

Certains refusent d'en blâmer uniquement le réchauffement climatique car l'île elle-même est une formation géologique relativement jeune. Mais de l'avis des gardiens du parc et des scientifiques, l'île Herschel n'offre plus seulement une fenêtre sur le passé mais aussi «un coup d'œil vers un avenir perturbé par les changements climatiques».

*Up Here* s'est intéressé à un autre phénomène, méconnu celui-ci: la diversité ethnique dans le Nord canadien. Une tradition, en fait, puisque ce sont des gens venus d'ailleurs qui ont commencé la traite des fourrures, ouvert des missions et déclenché la ruée vers l'or. À

### La presse



du Canada

l'heure actuelle, un habitant des territoires sur 15 est né ailleurs qu'au Canada. Parmi la population non autochtone, ce taux passe à une personne sur sept, soit à peine moins que ce qui prévaut en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta. Depuis des années, on retrouve donc une petite communauté musulmane à Inuvik (T.-N.-O.), une communauté latino-américaine à Whitehorse et environ 500 personnes d'origine philippine à Yellowknife. Resolute Bay (Nunavut) était jusqu'à récemment dirigée par un maire originaire de Tanzanie alors que le maire actuel de Fort Smith (T.-N.-O.) est d'origine grecque. Comme autrefois, les emplois bien rémunérés représentent le premier facteur d'attraction. Mais c'est souvent la qualité de vie, associée à la petite taille des communautés et à la facilité d'y créer un réseau d'entraide, qui retient les nouveaux venus.

### À gauche toute

La revue *Briarpatch* assure depuis 1973 la diffusion des points de vue de gauche dans l'ouest du pays. Basée en Saskatchewan, elle se dit pour «la paix, l'égalité, la démocratie, la justice sociale, l'autonomie gouvernementale autochtone et la protection de l'environnement». Elle prêche par l'exemple, précisant être «imprimée avec de l'encre végétale sur du papier recyclé», utiliser un «serveur Internet alimenté à l'énergie éolienne» et employer du «personnel syndiqué».

Dans sa dernière édition, *Briarpatch* tente de sonner l'alarme à propos de l'accord commercial conclu entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, connu sous l'acronyme anglais TILMA (Trade, Investment and Labour Market Agreement, ou Accord sur le commerce, les investissements et le marché du travail). Ellen Gould soutient que cette entente porte atteinte à la souveraineté des provinces signataires, limitant leur pouvoir de légiférer et de régler. Son argumentaire rappelle celui mis en avant par la gauche pendant la bataille contre l'Accord de libre-échange canado-américain (ALENA), dont certains volets du

TILMA s'inspirent. Le mécanisme de règlement des différends prévu dans le TILMA inquiète particulièrement Mme Gould car il irait plus loin que celui de l'ALENA. Il permet aux particuliers et aux entreprises de contester tous les règlements, lois et programmes — et non seulement quelques-uns — qui lésent leurs intérêts commerciaux. Les gouvernements fautifs pourraient être forcés de les dédommager financièrement. Mme Gould conclut que les intérêts privés auront préséance sur l'intérêt public et le bien commun. Sa charge détone dans le concert d'éloges que le TILMA s'est attiré dans les milieux d'affaires et la plupart des journaux à grand tirage de l'Ouest, mais le débat nous concerne aussi. Cet accord doit entrer en vigueur en avril 2007 et les deux signataires tentent de convaincre les autres provinces d'y adhérer.

### Détour quotidien

Malgré ma résolution du Nouvel An de vous faire découvrir des revues du Canada anglais, je ne peux m'empêcher d'attirer votre attention sur un texte paru dans le *Globe and Mail* et portant sur l'influence du mouvement chrétien auprès du gouvernement Harper. Signe de cette influence: la nomination, quelques jours avant Noël, de personnes opposées à l'avortement ou à la recherche sur les cellules souches au conseil de l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée. L'affaire n'a pas fait grand bruit et le ministre de la Santé, Tony Clement, a nié tout biais, mais l'opposition crie au scandale. Le mouvement chrétien n'est toutefois pas actif uniquement dans des dossiers explosifs comme l'avortement, l'euthanasie ou le mariage homosexuel. Certaines Églises se concentrent sur des services sociaux. C'est d'ailleurs dans les locaux de l'Armée du Salut que la ministre des Ressources humaines, Diane Finley, a récemment annoncé la poursuite du programme fédéral d'aide aux sans-abri. D'autres Églises sont aussi plus libérales et les conservateurs risquent d'avoir quelques difficultés avec leur nouveau cheval de bataille: l'environnement.

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

## La générosité des milliardaires

L'envers de la charité

CLAUDE VAILLANCOURT

Professeur au collège André-Grasset et auteur de *Mainmise sur les services* (Éditions Écosociété, 2006)

On ne peut que se réjouir de voir le milliardaire Guy Laliberté donner une partie de son argent pour de bonnes causes (Stéphane Baillargeon, «La générosité des milliardaires», *Le Devoir*, 23 décembre 2006). Il faut ainsi voir d'un œil positif sa volonté de créer la fondation One Drop (merci pour le joli nom français), annoncée en grande pompe, dont l'un des objectifs est de rendre l'eau plus accessible dans les pays qui en ont le plus besoin. Cet acte de charité se rattache à plusieurs autres de milliardaires très connus qui semblent découvrir les malheurs de la planète.

Mais avant de nous lancer dans un concert de louanges, peut-être vaut-il mieux regarder attentivement quelles sont les conséquences de pareils actes de charité.

La question de la charité nous ramène à un sujet beaucoup plus large: celui de la redistribution de la richesse. La charité est sans aucun doute le système de redistribution qui valorise le plus le donateur. Mais en même temps, il soumet celui qui en bénéficie aux humeurs du donateur et l'oblige à exprimer une certaine reconnaissance. Et quand le donateur est indirectement responsable de l'état d'indigence dans lequel se trouve la personne secourue, l'expression de marques de reconnaissance devient un jeu cynique.

## Des interrogations

Certes, il vaut beaucoup mieux qu'un milliardaire consacre une partie de son temps et de sa fortune à des œuvres charitables plutôt qu'à accumuler des sommes faramineuses d'argent qui ne servent plus à rien. Mais la démarche de certains grands donateurs soulève certaines interrogations.

Prenons trois cas dont on a beaucoup parlé: ceux de Bill Gates, de Warren Buffett et de Lucie et André Chagnon.

La fortune de Bill Gates s'est faite dans un irrespect total des règles de la concurrence. Bien avant de faire la charité, la compagnie de Bill Gates, Microsoft, a payé des milliards en règlements de procès antitrust. Le monopole de Microsoft a eu pour effet de limiter l'innovation et, surtout, de contrôler les prix, donc de faire payer chèrement aux usagers les atteintes à la concurrence de la grande compagnie.

Les sources de l'immense fortune de Warren Buffett sont très diversifiées. Mais on peut retenir de lui, entre autres, que sa compagnie Berkshire Hathaway a été la principale actionnaire de Coca Cola, dont le bilan reste plutôt lourd sur le plan de l'éthique, d'après plusieurs observateurs et groupes de pression: pratique monopolistique et discriminatoire, atteintes aux droits du travail, épousement de la nappe phréatique dans le Kerala en Inde, accusations d'avoir fait assassiner des syndicalistes par des groupes paramilitaires en Colombie.

La générosité de Lucie et André Chagnon a elle aussi son prix. La création de leur fondation leur a permis de soutirer plus d'un milliard de dollars à l'impôt lors de la vente des actions de Vidéotron. La fiscaliste Brigitte Alepin a révélé que la Fondation Lucie et André Chagnon a été financée aux trois quarts par les contribuables. C'est donc de l'argent qui aurait dû revenir en grande partie à l'État que la fondation distribue avec générosité.



ARCHIVES REUTERS

La fortune de Bill Gates s'est faite dans un irrespect total des règles de la concurrence.

Il semble que, chez bien des donateurs, la démarche soit la suivante: d'abord accumuler le plus d'argent possible, par tous les moyens, en demeurant très peu scrupuleux quant à l'éthique; puis, lorsque la fortune devient gigantesque, la redistribuer, avec parfois un sens spectaculaire de la charité, comme dans le cas de Warren Buffett, qui ne laissera presque rien de son immense fortune à ses héritiers.

## Nouvelle forme d'injustice

Alors que l'écart entre les riches et les pauvres s'accroît d'année en année, il est difficile de croire que ces dons parviennent effectivement à compenser les injustices de notre système économique.

Ces actions admirables ont deux inconvénients majeurs. D'abord, elles demeurent l'exception et ne peuvent certes pas s'ériger en système, malgré les appels de Lucien Bouchard — et de George W. Bush — à développer une «charité compassionnelle». La charité établit un rapport basé sur une forme d'humiliation et parvient très souvent, par une curieuse déformation, à nier l'existence de droits fondamentaux. Elle place une partie des populations du monde dans le rôle peu valorisant de quémandeur. La charité est variable, fondamentalement instable, et se transforme au gré des préoccupations personnelles des donateurs. Elle sert souvent de pansement pour une blessure alors qu'on ne soigne pas l'hémorragie qui tue.

Et devant la satisfaction des donateurs, la charité empêche qu'on se penche sur les véritables causes du mal qu'elle croit soigner et qu'on envisage des

solutions durables aux problèmes. Qu'on le veuille ou non, l'impôt progressif sur le revenu reste le meilleur moyen de distribuer la richesse. Or les riches donateurs se défilent largement de l'impôt, par de multiples moyens (création de fiducies dans les paradis fiscaux, de fondations, etc.).

De nouveaux moyens pourraient aussi être envisagés pour lutter contre la pauvreté. Selon certains calculs, par exemple, une seule taxe de 0,1 % sur le marché des devises pourrait rapporter en une seule année plus que toute la fortune de Warren Buffett. Or cette taxe, soutenue par plusieurs organisations de la société civile et par certains pays comme la France et le Canada, est durement combattue par le milieu des affaires d'où viennent les généreux donateurs.

La charité empêche qu'on se penche sur les véritables causes du mal qu'elle croit soigner

La charité se fait très souvent au détriment — ou en remplacement — des services publics et de l'aide sociale, mal financés, affaiblis par les contributions fiscales de plus en plus restreintes des citoyens les plus riches et des grandes compagnies. Or des services publics bien organisés et financés adéquatement restent beaucoup plus justes et profitables à l'ensemble des populations que des dons à la pièce. Ils se planifient à l'échelle de l'État, doivent voir aux besoins de tous et traitent tous les citoyens équitablement, peu importe le revenu, l'origine ethnique ou la religion de la personne.

La charité des milliardaires, et encore plus celle des grandes entreprises, a donc un prix, parfois élevé: le plus souvent, ce prix est à la fois une perte d'indépendance (on ne donne rien sans retour) et une nouvelle forme d'institutionnalisation de l'injustice.

## Politique, la diététique?

PAUL-GUY DUHAMEL  
Président de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec\*

Si la diététique et la politique ne semblent rien avoir en commun, elles traitent, l'une comme l'autre, de régime, d'équilibre, de dépenses, d'excédents et de déficit. Dans certains pays, l'assemblée politique s'appelle diète. Faut-il y voir un lien?

Diète, en grec ancien, désigne un «genre de vie». Au commencement de notre civilisation, la diète était une manière de penser la conduite humaine, dont le but était de préserver et de se conformer aux fonctions d'une certaine nature. Elle n'avait pas pour finalité de conduire la vie aussi loin que possible dans les temps ni aussi haut que possible dans les performances, mais plutôt de la rendre utile et heureuse dans les limites fixées.

Élément de la diète, le régime hippocratique devait couvrir cinq domaines de l'activité humaine: les exercices, les aliments, les boissons, le sommeil et les rapports sexuels. Sa pratique, comme art de vivre, «est bien autre chose qu'un ensemble de préoccupations destinées à éviter les maladies ou à achever d'en guérir. C'est toute une manière de se constituer comme sujet qui a, de son corps, le souci juste, nécessaire et suffisant. Souci qui traverse la vie quotidienne; qui fait des activités [...] de l'existence un enjeu à la fois de santé et de morale; qui définit entre le corps et les éléments qui l'entourent une stratégie circonstancielle; et qui vise enfin à armer l'individu lui-même d'une conduite rationnelle».

La diététique constituait déjà le nécessaire accompagnement de la médecine. Mais elle était bien plus. Elle rassemblait l'ensemble des règles de vie (tant pour l'individu que pour celui-ci en relation avec ses semblables) afin de perpétuer une certaine cohésion sociale et, du coup, de renforcer l'altérité. Diététique et politique étaient liées.

Quant aux Romains, ils portaient à l'alimentation une attention extrême. Ils définissaient les autres (les barbares) par leurs écarts au modèle de l'homme civilisé, le Romain libre; d'où le fameux «dis-moi ce que tu manges, et je te dirai ce que tu es».

La norme alimentaire est sans cesse rappelée par les institutions politiques. Elle sert à situer chacun dans le temps, l'espace et la société. Il n'est donc pas surprenant que l'origine latine du mot «régime» soit associée à l'action de diriger, de gouverner.

Le Moyen Âge verra à renforcer la dimension sociale et religieuse de cette norme, ainsi que le code de comportement de la diététique. Elle servira dorénavant à désigner l'appartenance sociale: «On est ce que l'on mange».

## Découvertes des Lumières

C'est au lendemain du siècle des Lumières que la rationalité fera un retour dans le domaine de la diététique grâce aux grandes découvertes scientifiques, notamment en biologie et en médecine. Un nouveau secteur de recherche émerge: la nutrition.

Aux États-Unis, ces premières recherches sont rapidement récupérées par les New England Food Reformers. Leur objectif était de rationaliser les pratiques alimentaires de la classe ouvrière américaine et d'intégrer les immigrants à la société américaine. Malgré son échec, ce mouvement a été à l'origine des départements de Home Economics, ancêtres des actuels départements de nutrition, qui ont formé les premières diététistes modernes.

Le premier guide alimentaire américain, fondé sur des principes scientifiques, a paru en 1917. Il visait l'amélioration de la santé et de la productivité de la force ouvrière. Quant au premier guide alimentaire canadien, il était alors présenté comme un effort de guerre à faire afin de garantir la victoire. Encore récemment, Santé Canada affirmait que, par ses actions, il favorisait une population en meilleure santé et contribuait à rendre le pays plus productif.

Nos amis de la Grèce antique avaient donc raison: «La diététique est un art stratégique, en ce sens qu'elle doit permettre de répondre, d'une manière qui est raisonnable, donc utile, aux circonstances.»

## Toutes les facettes

Le développement des connaissances en nutrition est fulgurant. La complexité des besoins des personnes atteintes de maladies est grandissante. Les fortes pressions qui s'exercent afin de centrer la formation et les activités professionnelles des diététistes/nutritionnistes essentiellement sur la dimension biomédicale de ce vaste secteur semblent couler de source.

Néanmoins, l'histoire démontre que la mise en forme du savoir en nutrition avait, et a toujours, un objectif autre que le seul maintien et le rétablissement de la santé. [...] Ricardo Uauy, président de l'Union internationale des sciences de la nutrition (UISN), estime que les enjeux les plus urgents auxquels feront face les scientifiques du secteur de la nutrition et de l'alimentation au cours du XXI<sup>e</sup> siècle dépassent largement le cadre de la biologie humaine. Selon lui, nous devons avoir la volonté d'inclure dans les sciences biomédicales les dimensions sociales, économiques, environnementales et les droits humains de la nutrition. Il en va de la pertinence et de la capacité de notre profession à contribuer à la santé des individus, des populations et de l'humanité. Tels sont les fondements de la «New Nutrition Science Project», et voilà le défi stimulant que nous devons relever.

Dans un État bien gouverné, personne n'a le loisir de passer sa vie à être malade et à se faire soigner. Pour cela, la diététique et ses professionnels doivent prendre la place qui est la leur. C'est ainsi que la nutrition pourra, de nouveau, sauver le genre humain.

\* Texte composé à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire, en décembre, de l'OPDQ.

## Pourquoi opposer la générosité des uns à celle des autres?

GUY BERTHIAUME

Vice-recteur, développement et relations avec les diplômés, Université de Montréal

Dans son édition de samedi dernier, *Le Devoir* publiait, sous la signature de Stéphane Baillargeon, un article intitulé «La générosité des milliardaires» qui mérite qu'on s'y attarde.

Tout d'abord parce que, en mettant en relief l'initiative généreuse de Guy Laliberté, le fondateur du Cirque du Soleil, qui vient de créer la fondation One Drop, le texte met en lumière l'action des grands philanthropes francophones. Ce faisant, il vient s'attaquer au mythe de la relative pingrerie des Québécois d'origine française, une vue de l'esprit qui ne résiste pas à l'analyse: lorsque ces derniers, par leur créativité et leurs efforts, accèdent à la fortune, ils n'ont point de cesse de remettre à la société. Outre les exemples de Jean Coutu et d'André Chagnon mentionnés par M. Baillargeon, qu'il suffise d'évoquer ceux d'André Bérard et d'Yvon Deschamps, qui ont au cours des dernières années pris des dispositions pour que tous leurs avoirs soient mis au service de causes charitables.

Les francophones ne sont donc pas affligés d'une configuration génétique qui ne les prédisposerait pas à la générosité. Ils sont plutôt les produits d'une histoire qui les a peu responsabilisés par rapport à leurs institutions et d'une condition socioéconomique modeste ne se prêtant guère à l'évergétisme. Le changement radical de ces conditions historiques qui s'est produit il n'y a guère plus d'une génération permet l'émergence depuis quelques années d'une nouvelle classe de philanthropes exemplaires dont nous pouvons collectivement nous enorgueillir.

S'il faut savoir gré à l'article du *Devoir* d'avoir mis ce phénomène en lumière, le texte de Stéphane Baillargeon n'en contient pas moins une inexactitude qu'il convient de corriger. Il y aurait au Québec, selon le journaliste, des «riches chiches [...] pour donner le mauvais exemple aux petites bourses avaries. Pour une famille Chagnon ou Jean Coutu, de poursuivre le journaliste, combien compte-t-on de Desmarais ou de Péladeau?»

Opposer MM. Desmarais et Péladeau à des philanthropes remarquables, comme semble le faire M. Baillargeon, et les associer aux «riches chiches» relève de la méconnaissance la plus complète de la réalité philanthropique. En 2002, Jacqueline et Paul G. Desmarais ont reçu la médaille philanthropique de la Chambre de commerce du Québec. Sans leur appui, l'Université de Montréal et l'Université d'Ottawa ne seraient pas aujourd'hui les grands établissements de réputation internationale qu'elles sont devenues.

Les deux universités ont d'ailleurs reconnu la contribution exceptionnelle de Paul G. Desmarais à leur développement en désignant des pavillons universitaires de son nom: celui de l'UdeM, inauguré en 1996, est voué à la recherche médicale et celui de l'Université d'Ottawa accueillera l'École de gestion et la faculté des sciences sociales. Et que dire de la contribution de la famille Desmarais à l'Opéra de Montréal, à l'Orchestre symphonique de Montréal, au Musée des beaux-arts?

Quant à savoir si Pierre Péladeau est un «riche chiche», il faudrait le demander aux étudiants de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université Laval qui accèdent aux études supérieures grâce à une bourse Pierre-Péladeau, aux mélomanes qui fréquentent la salle de concert Pierre-Péladeau et aux ex-toxicomanes qui doivent leur nouveau départ dans la vie à leur séjour au Pavillon Pierre-Pé-

leau d'Ivry-sur-le-Lac, dans les Laurentides...

Tous les francophones fortunés sont-ils d'une générosité exemplaire? Certes pas. Mais citer Paul Desmarais et Pierre Péladeau pour illustrer le sois-disant avatisme disposant ceux-ci à l'avarice ne rend pas justice à la vérité et ne fait rien pour changer les mentalités.

## Réplique

L'article cité ne niait pas les dons appréciables des familles milliardaires québécoises Desmarais ou Péladeau. Seulement, il les relativisait par rapport aux efforts beaucoup plus importants consentis par d'autres grandes familles d'ici, celles des Chagnon et Coutu notamment, et leurs centaines de millions. Surtout, le texte citait et analysait les dons exceptionnels consentis récemment par les Américains Bill Gates et Warren E. Buffet. À lui seul, ce dernier promet de distribuer environ 99 % de sa fortune.

Le don à l'Université d'Ottawa dont vous parlez est de 15 millions de dollars et le Pavillon de gestion portera bientôt le nom de Paul G. Desmarais. La fortune du fondateur de Power Corporation est évaluée à près de quatre milliards. Il en verse certainement plus de 1 % par année à des œuvres charitables. N'empêche, ce petit seuil demeure bien en deçà du don d'un tiers de ses milliards atteint par le fondateur de Microsoft.

Le cas de Pierre Péladeau est encore plus troublant, le fondateur de Quebecor n'ayant fourni de son vivant, sauf erreur, que quelques millions à des causes charitables.

Alors, chiches nos super-riches? Parfois, oui, encore, malheureusement, même si tous les efforts demeurent louables.

Stéphane Baillargeon

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Cartiveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Choinard (éducation), Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clémentine Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Cavel, Jean-Guillaume Dumont, Philippe Piquenois (sujets Internet), Isabelle Paré (santé), Lucie-Madeleine Ross (culture), Pauline Gravel (science), Michel Gagnon (cartooniste), Diane Picouart (responsable des pages thématiques), Martin Duchon, Michèle Ménéand et Christine Dussault (correspondants), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), à l'information culturelle: Michel Bélair (éditeur et chroniqueur), Julie Carpentier (rapport), Paul Desrosiers (rapport), Paul Desrosiers (rapport), à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (rapport international et page Editoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (rapport), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desrosiers, à l'information parlementaire: Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), Marie-Pier Frappier, Alexandre Stévenin (sujets), à la documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Desrosiers, Patrick Cossette (Québec), Rachel Rochelort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron, Marlene Côté, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebail, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cadore, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernatich, Olivier Zaida. INFORMATIQUÉ Yvanic Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la distribution), Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (coordonnateur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Fazio, Ghislaine LaSueur, Claudette Béliveau (adjointes administratives), Claudine Charrier, Monique Proven, Danielle Ross.

# PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

## Burke, Harper et le Québec progressiste

*Le choc entre Harper et les progressistes québécois, tout comme celui entre Burke et les révolutionnaires français, est de nature philosophique*

La philosophie nous permet de mieux comprendre le monde actuel: tel est un des arguments les plus souvent évoqués par les professeurs de philosophie pour justifier l'enseignement de leur matière au collégial. Il y a plusieurs mois, *Le Devoir* a lancé le défi à des auteurs de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un grand philosophe. Toutes les deux semaines, nous publions leur «devoir de philo».

CARL BERGERON

Maître en études françaises à l'Université de Montréal

**L**e choc entre le chef conservateur Stephen Harper et le progressisme québécois n'est pas sans rappeler celui qui se produisit au XVIII<sup>e</sup> siècle entre le penseur irlandais Edmund Burke (1729-1797) et les révolutionnaires français.

C'est par les mots étrangers de «*God bless Canada*» que l'élite québécoise, abasourdie, a fait connaissance avec le nouveau premier ministre du Canada le soir de son élection. *God bless!* Imagine-t-on un politicien québécois faire une telle allusion à la transcendance chrétienne?

Le lendemain, les réactions éditoriales témoignaient, dans leur réprobation consensuelle, de ce que notre élite est incapable de comprendre la référence chrétienne autrement que comme un écart, une dérive ou un dérapage. Il existe une intolérance fondamentale envers les chefs de gouvernement anglo-saxons, comme Harper ou George W. Bush, qui font allusion à une autorité suprême dont le destin des hommes serait dépendant. Curieusement, on ne l'a jamais reproché au président Bill Clinton, qui ne manquait pourtant pas de conclure ses discours par le «*God bless America*». C'est qu'on réserve les attaques — souvent faites sur le mode d'une moquerie furieuse — pour les politiciens d'obédience conservatrice, comme s'il y avait en eux quelque chose de plus risible que chez les progressistes. Harper n'a pas fait exception.

**Le Québec s'est débarrassé du catholicisme avant de s'abandonner à un essor libéral sans précédent. La modernité s'est inscrite naturellement au cœur de la pensée d'ici.**

En réalité, le malaise de notre élite n'est pas tant suscité par les convictions religieuses de Harper que par l'appartenance conservatrice de celui-ci, filiation politique qu'elle a du mal à décoder au regard de sa tradition intellectuelle. Le Québec d'aujourd'hui fonctionne en effet sur une seule grille épistémologique, celle héritée de la Révolution française, notre Révolution tranquille ayant été, à bien des égards, une version de 1789.

Le découpage officiel de notre histoire montre à tout le moins une prédilection pour la rupture spectaculaire; d'un côté, nous avons la «Grande Noirceur» de 1959 (Duplessis) et, de l'autre, les «Lumières» de 1960 (Lesage). Aux yeux de l'élite et de 95 % de la population à qui celle-ci a eu le privilège d'enseigner, la modernité du Québec est née de la rupture radicale avec l'Église, institution étroitement assimilée au régime obscurantiste de Duplessis. Le Québec s'est alors débarrassé du catholicisme avant de s'abandonner à un essor libéral sans précédent. La modernité, entendue comme une rupture ou comme un arrachement au passé, s'est inscrite naturellement au cœur de la pensée d'ici. Notre élite, qui se nourrit de ce postulat critique, découle en cela directement de l'esprit révolutionnaire français.

### Le carrefour de l'histoire

Que la modernité soit une rupture ou qu'elle doive être une continuité, voilà un principe auquel Edmund Burke ne cesse de s'opposer dans ses *Réflexions sur la révolution de France* (1790). Observateur attentif d'outre-Manche, Burke voit dans la Révolution française la fin d'une histoire européenne commune. Soudain, les Français ne prétendent plus parler du même lieu civilisationnel que les Anglais, déphasage tragique dont Burke voit l'annonce dans l'exécution du roi en 1793, qu'il compare, indigné, au traitement royal nettement plus civilisé des siens lors de la Glorious Revolution de 1688. «*Vous avez préféré agir comme si vous n'aviez jamais été civilisés*», écrit Burke à un correspondant français, *et comme si vous aviez tout à refaire à neuf. Vous avez mal commencé, parce que vous avez, dès le début, méprisé tout ce qui vous appartenait.*

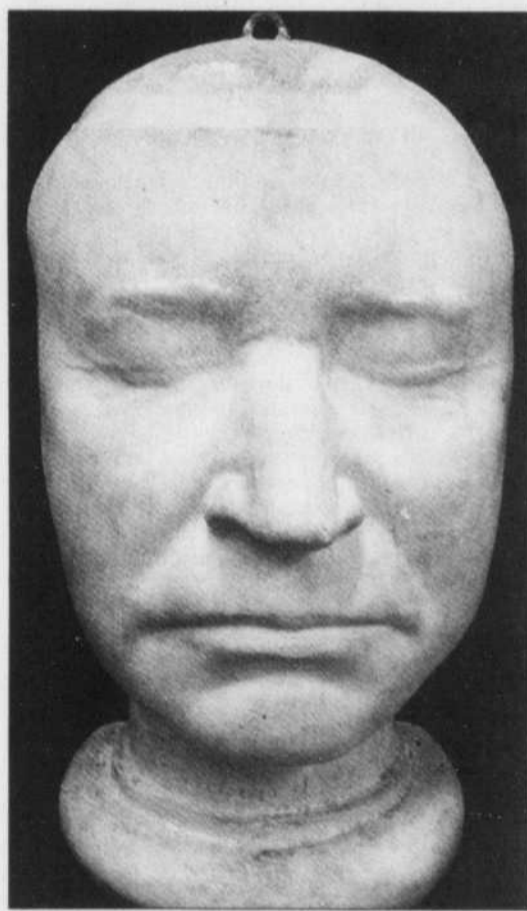
Burke ne s'inquiète pas seulement pour la France mais pour toute l'Europe. Il pense aux répercussions qu'aura dans l'histoire cette révolution qui prétend tirer sa légitimité uniquement des théories abstraites des philosophes, ceux des Lumières, en l'occurrence, qu'il qualifie de «*sophistes*». Pour Burke, sujet anglais, la liberté vient de l'histoire et de la Constitution du pays; elle est un legs que les mortels se passent gravement de génération en génération à travers les «*sédimentations des siècles*» que sont les institutions. Ce qui est intemporel, ce n'est donc pas le sujet mais bien l'État, les lois, la religion. Les révolutionnaires français, au contraire, par le biais des droits de la personne, font du citoyen un sujet intemporel. La permutation métaphysique est radicale.

Burke se situe au-delà de l'antagonisme entre Robespierre et de Maistre, révolution et contre-révolution. Il n'est pas un monarchiste inconditionnel mais un conservateur pour qui la révolution «*paraît toujours la dernière ressource*», justifiable uniquement pour combattre les tyrannies les plus implacables. Ce n'était pas le cas avec Louis XVI, lequel s'était déjà montré ouvert à des réformes.



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Engourdis par un paysage trop opaque, nous ne voyons pas que la présence du conservateur Stephen Harper à Ottawa est une chance tant politique qu'intellectuelle, estime l'auteur du texte, Carl Bergeron.



SOURCE FRINCETON

Le masque mortuaire du penseur irlandais Edmund Burke (1729-1797), que Stephen Harper a lu durant ses années de formation.

Burke fait une démonstration analogue, au surplus très convaincante, avec le clergé et la noblesse. Les corps de la société sont pour lui des intermédiaires importants qui, instaurant une configuration dynamique des hiérarchies, éloignent l'homme de ses instincts les plus vils.

Pour Burke, un système politique juste et civilisé garantit à l'honnête homme qui se sent des dispositions excellentes la possibilité de se hisser à la dignité par la vertu; elle n'est pas acquise, elle se conquiert. Pour les révolutionnaires de 1789, en revanche, elle est consubstantielle à l'être humain; on est digne parce qu'on existe, tel est le présupposé de nos chartes des droits modernes. Les corps abolis, l'individu est lié, pour se définir, à son voisin égalitaire. L'esprit tourmenté de celui-ci offre à l'homme qui se veut vertueux un reflet inconstant par rapport auquel il lui est impossible de se poser de façon durable sans être aspiré par les mêmes passions humiliantes. En d'autres termes, l'égalité formelle et l'inégalité réelle s'annulent pour ne donner que la médiocrité neutre des vocations inabouties et des orgueils rassasiés.

L'aristocratie étant inexistante au Québec, l'Église catholique a été le principal corps de la société grâce auquel il fut possible de se poser en dehors de l'État et de la multitude. L'Église sera notre aristocratie, Saint-Pierre de Rome notre Versailles, le pape notre roi. Gardienne de la tradition et de la langue, en elle-même dépositaire d'une certaine idée de l'universel, qu'elle rattachait à la branche gréco-latine, l'Église, cela va de soi, mettait le christianisme au cœur de son enseignement. Elle était ainsi fidèle à la réalité des faits, qui reconnaît cette religion comme le moteur essentiel de la tradition occidentale.

### L'intelligence du politique

Aujourd'hui, 40 ans après sa révolution, le Québec semble être dans une situation intenable. Humiliée, l'Église catholique est hors jeu sur le plan institutionnel. Conformément à l'esprit révolutionnaire français, la soif de transcendance a été inves-

tie dans le politique, répétant sous d'infinies variantes le schéma dix-neuviémiste du socialisme utopique. Le Bloc, le PQ et le Parti libéral, en dépit de différences de façade indispensables à l'actualité parlementaire, puisent à cette source commune. Prétendant libérés du joug du passé, nos partis progressistes sont tout entiers occupés à construire «*la société de l'avenir*», c'est-à-dire une société toujours plus «*égalitaire, solidaire, écologique et pacifiste*». Plus de 200 ans après la Révolution, ils ne se lassent pas de refaire cette promesse: l'«*homme régénéré*», livré à son innocence d'avant l'aliénante civilisation, c'est pour bientôt...

Engourdis par un paysage trop opaque, nous ne voyons pas que la présence du conservateur Stephen Harper à Ottawa est une chance tant politique qu'intellectuelle qui pourrait nous aider à retrouver ce que François Furet, dans *La Révolution en débat*, appelait «*l'intelligence du politique*».

Avec Harper, nous sortons de la théorie pour entrer dans la pratique — dans l'«*expérience*», aurait plus sûrement dit Burke. Harper, un héritier de la tradition américaine, est toutefois davantage sympathique à la pensée whig (ou libérale classique) qu'à la pensée tory. On comprend dans ce cas que son arrivée à la tête de l'État canadien s'accompagne d'une redéfinition significative de son rapport à ses premières influences. Cette tension s'observe sur une question comme l'avortement, où Harper, qui est à des lieues d'être un traditionaliste religieux, doit ménager la part réservée aux différents courants de son parti.

Harper est une chance politique parce qu'il donne l'exemple au Québec uni-progressiste d'une polarité qui, n'étant pas pure réaction, s'inscrit parfaitement dans un cadre praticable. Une chance intellectuelle aussi parce qu'en représentant une certaine frange de la pensée conservatrice, il oblige ceux qui font métier de penser au Québec à prendre position devant celle-ci, à passer, en somme, d'une non-position complaisante à une position réfléchie.

### Pour un conservatisme québécois

Il y a chez Burke comme chez Harper une idée



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Il y a chez Edmund Burke comme chez Stephen Harper une idée fondatrice que partagent tous les conservateurs: la vie réelle n'est pas la vie abstraite, et celle-ci ne saurait prétendre remplacer celle-là.

fondatrice que partagent tous les conservateurs: la vie réelle n'est pas la vie abstraite, et celle-ci ne saurait prétendre remplacer celle-là. L'exceptionnel talent de la gauche pour la dérision vient de sa frustration à voir ses savantes abstractions régulièrement buter contre le gros bon sens de l'«*homme ordinaire*». La figure de l'homme blanc hétérosexuel au crâne dégarni, contribuable de classe moyenne, propriétaire, raisonneur et légèrement xénophobe, est en voie de devenir chez notre élite sophistiquée un objet de haine inégalé. Dès que cet homme sort de chez lui pour aller voter ou pour conduire sa voiture polluante, tous les programmes de la gauche se brouillent. La vie ne serait-elle pas plus facile sans lui? En fait, c'est exactement le but que se sont fixé les progressistes: éliminer l'homme ordinaire en le remplaçant par l'antagonisme du pauvre et du riche. L'évincer hors du monde, lui et le principe de juste milieu, pour enfin bouger à l'aise sur la grande toile de l'abstraction citoyenne. Et ainsi réaliser le projet délirant du révolutionnaire français Saint-Just: «*faire des hommes ce qu'on veut qu'ils soient*».

Le choc entre Harper et les progressistes québécois, tout comme celui entre Burke et les révolutionnaires français, est de nature philosophique. Il s'agit de deux conceptions de la modernité. Or, au Québec, depuis que l'Église est virtuellement morte, une seule de ces conceptions domine. Il y a toutefois une originalité québécoise: sur son territoire se croisent les traditions anglaise et française. On oublie que lors de la Révolution tranquille, les Québécois se sont — prétendument, certes... — débarrassés du «*roi*» catholique mais non du roi britannique. Demi-révolution paralysante pour certains mais qui, en raison de l'élément anglo-saxon toujours présent, pourrait paradoxalement constituer un puissant point d'appui pour penser un éventuel conservatisme québécois. Pourquoi ne pas s'en servir?

Harper, qui a lu Burke durant ses années de formation (voir l'excellente biographie de William Johnson, *Stephen Harper and the Future of Canada*), s'est détaché depuis du maître européen du conservatisme. Assumant la rupture avec l'expérience historique du Vieux Continent, il se tient plutôt en équilibre entre l'Alberta et le Texas, territoires prospères et libres en dehors de l'histoire; il est en quelque sorte un postmoderne de droite. La différence entre le maître et le disciple est nette. En plein XVIII<sup>e</sup> siècle, Burke était préoccupé par l'idée de renouveler la pensée whig dans le torisme, sans sacrifier à la modernité. Harper, dans le Canada du XXI<sup>e</sup> siècle, n'a aucune préoccupation de ce genre.

Repousser albertain aux yeux du Québec progressiste, Harper pourrait nous permettre de voir au moins deux choses: d'une part, ce qui en Burke nous unit à l'héritage occidental et, d'autre part, ce qui dans la Révolution française nous empêche d'accéder aux parties moins dégénérées, moins libertaires, de cet héritage. A terme cependant, une telle entreprise de réalignement historique ne pourra pas se réaliser sans une véritable réconciliation avec l'Église catholique. Le catholicisme, grand absent de notre vie publique et intellectuelle, est la clé pour comprendre ce qui nous arrive. Plus nous nous enfonçons dans la désincarnation progressiste dont Burke avait déjà pressenti les périls, plus le contact avec la religion de l'Incarnation, le catholicisme, sera refoulé et craint. Et tourné en dérision.

Faites parvenir vos suggestions et commentaires pour cette page à Antoine Robitaille et Gerald Allard à [arobitaille@ledevoir.com](mailto:arobitaille@ledevoir.com). Nous sommes à la recherche d'auteurs souhaitant écrire sur Pascal, Marx, Montaigne, Voltaire, Condorcet, Montesquieu et Locke, entre autres.